

l'Anticapitaliste

n°506 | 23 janvier 2020 — 1,20 €

l'hebdomadaire du NPA ~ www.NPA2009.org

GRÈVES, BLOCAGES, MANIFS



LA LUTTE CONTINUE!

Dossier

**UNE MOBILISATION
À LA CROISÉE DES
CHEMINS** Pages 6 et 7

ÉDITO

«De l'argent, il y en a...»
Page 2

PREMIER PLAN

Violences policières: malgré les
scandales, le pouvoir droit dans
ses bottes Page 3



ACTU INTERNATIONALE
Haïti: de scandale en scandale
Page 5

LIBRE EXPRESSION

Entretien avec un médecin
hospitalier sur la mobilisation
dans les hôpitaux Page 12



édito

Par JOSÉPHINE SIMPLON

«De l'argent, il y en a ...»

A lors que le gouvernement n'a de cesse de nous raconter des bobards à propos de sa contre-réforme des retraites, en particulier sur le financement, le prétendu déficit actuel et le fameux «équilibre financier» nécessaire, les dividendes versées aux actionnaires ont, cette année, battu tous les records: 49 milliards sous forme de dividendes et 11 milliards en rachats d'actions. C'est 12% de plus qu'en 2018 et plus que le record des 57 milliards d'euros en 2007.

Sans oublier que ces principales multinationales, pour augmenter leurs profits et les dividendes, licencient à tour de bras, à l'image par exemple de Sanofi qui, en 2019, a licencié 1200 salariéEs, et profitent pourtant largement des politiques fiscales très avantageuses de ce gouvernement!

Alors que depuis près de 50 jours, les salariéEs du privé comme du public se mobilisent pour ne pas perdre leur vie à la gagner, certains osent tout. Ainsi le fuyard parti avec le magot, Carlos Ghosn, qui réclame à Renault une retraite chapeau de 770 000 euros et l'attribution de 15 millions en actions. Mais le gouvernement et ses relais médiatiques préféreront traiter les cheminotEs et les salariéEs de la RATP de privilégiéEs...

Alors que depuis plus d'un an, grâce aux Gilets jaunes, les inégalités sociales et fiscales, la question du pouvoir d'achat, la précarité, ont fait irruption sur le devant de la scène, Macron et ses sbires refusent d'entendre les revendications du plus grand nombre. Ils préfèrent écouter et recevoir les plus riches, comme vient de le faire une nouvelle fois le monarque Macron au château de Versailles en accueillant 200 PDG de grands groupes internationaux.

Et pendant que ces messieurs se goinfraient, la police gazait et molestait les manifestantEs aux portes du palais... La violence, elle est bien là, du côté de ceux qui n'ont de cesse de s'enrichir en appauvrissant toujours plus la majorité pour augmenter leurs profits et leurs dividendes. La violence, elle n'est certainement pas du côté de toutes celles et ceux qui, depuis un mois et demi, refusent la fin des solidarités, et rejettent la société de la concurrence du touTEs contre touTEs que veulent nous imposer Macron et le Medef. «De cette société là, on n'en veut pas!»

BIEN DIT

L'arrivée de la concurrence dans le ferroviaire voulue par l'Europe, appuyée par les politiques et nos dirigeants, sera désastreuse pour nous tous, cheminots comme usagers. [...] Cela ne va pas créer plus d'offres et il n'y aura pas plus de trains en circulation pour les usagers, pour la simple et bonne raison que cela n'est techniquement pas possible. Pire, cela aura l'effet inverse car par exemple, en cas de perturbations, il vous sera impossible de prendre le train d'une autre compagnie... sans compter sur le prix des billets de train qui vont mécaniquement s'envoler!

LÉO BASILE (pseudo d'un conducteur de trains), liberation.fr, 17 janvier 2019.

À la Une

Grèves, manifs, blocages, le 24 et après, la lutte continue!

Emmanuel Macron et 19 membres du gouvernement ont reçu des patrons de tous les pays lundi au château de Versailles: Coca-Cola, Google, Toyota, Rolls Royce... Cette réception est une provocation: Macron se prend vraiment pour un nouveau roi de France, et reçoit les champions du privé, alors que nous sommes mobilisés pour éviter que nos retraites passent d'un régime solidaire à un régime privé.

Cela montre la nécessité de continuer à se mobiliser, pour gagner, si nous ne voulons pas que le slogan «quand tout sera privé, on sera privé de tout» devienne une réalité. Cette réforme est un cadeau aux grandes sociétés des assurances, comme le projet de loi le révèle, un cadeau qui nous fera perdre plusieurs centaines d'euros par mois sur nos pensions s'il est mis en place. Et la réception de Versailles ne doit pas nous faire oublier que, quelques jours plus tôt, Macron se pavait moins lorsqu'il a dû être exfiltré du théâtre des Bouffes du Nord suite à une action menée par des opposantEs à la contre-réforme des retraites.

La grève va continuer

Comme c'était prévisible, la grève à la RATP et à la SNCF s'étiole, après plus de six semaines de grève, même si une partie continue, pour donner confiance à d'autres secteurs, à maintenir la pression et passer le relais. Pourtant, les grévistes des transports n'ont pas dit leur dernier mot, ils expriment clairement qu'ils et elles seront de retour dans la grève dès que celle-ci associera de nouveaux secteurs. C'est donc l'enjeu de cette semaine. D'autres secteurs se sont lancés, au cours des dernières semaines, dans la bataille: les ports, les raffineries, le secteur de l'énergie plus globalement. Dans certaines catégories déjà mobilisées en décembre, le mouvement se poursuit, comme dans la culture, ou rebondit, comme dans l'éducation nationale, avec des revendications «sectorielles» qui s'insèrent dans la mobilisation globale contre la contre-réforme des retraites.



Toutes et tous dans la rue vendredi 24!

L'appel intersyndical de cette semaine priorise la mobilisation du vendredi 24 janvier, date du conseil des ministres qui devrait examiner le projet de loi, mais aussi un appel à des actions de grève et de manifestations, notamment des «retraites aux flambeaux» le jeudi 23 au soir.

Nous sommes dans un moment où chacunE doit prendre ses responsabilités pour que la mobilisation s'élargisse, se massifie, se fasse entendre. Le 24, quel que soit notre statut, nous pouvons être en grève, en maladie ou en RTT, pour aller aux manifestations et exprimer notre colère contre ce gouvernement le plus massivement possible. Et, dans les prochains jours, partout où c'est possible, il s'agit aussi, pour celles et ceux qui se sont déjà investis dans le mouvement, d'être

en grève pour donner de la visibilité au mouvement, faire des tournées pour mobiliser les collègues, des diffusions de tracts pour les travailleurEs des autres secteurs, des assemblées générales pour discuter de la construction de la lutte, des réunions de coordination interprofessionnelle entre secteurs mobilisés, etc.

Construire la grève générale

Si le vendredi 24 est massif, s'il y a des millions de personnes dans la rue, alors la confiance peut changer de camp: le pouvoir peut être déstabilisé et cette force d'entraînement peut permettre de relancer la grève de masse, reconductible, dont nous avons besoin pour gagner.

L'espoir que nous pouvons avoir est que la colère contre Macron pousse toutes celles et tous ceux qui le rejettent à se mobiliser. Il

s'agit de tout faire pour que touTEs les Gilets jaunes, les centaines de milliers de personnes qui ont manifesté l'an dernier, rejoignent les rangs des manifestations, ainsi que toutes les classes populaires qui ont intérêt à dégager Macron. Réussir la journée du 24, cela se prépare dès maintenant par les grèves les plus massives possibles, les actions de mobilisation, et par des tournées et des discussions pour convaincre tout le monde que c'est le moment. Les entreprises du CAC 40 ont distribué 60 milliards d'euros en 2019, un niveau qui dépasse celui juste avant la crise en 2007, et qui annonce la prochaine crise économique. L'argent est là, c'est bien à une politique globale et à ceux qui la portent et la mettent en place qu'il s'agit de s'opposer: face à Macron et son monde, tout reste encore possible, à condition de s'y mettre toutes et tous!

LIBAN

Une campagne pour la nationalisation des banques

Elia El Khazen est membre de l'organisation de gauche libanaise Forum socialiste.

Il évoque ici la récente campagne «Nationalisons les banques», qui se développe au Liban sur fond de mouvement de contestation générale du régime.

Depuis le premier jours, les masses scandent «Le peuple veut la chute du régime», un slogan qui a été une source d'inspiration pour l'ensemble du soulèvement arabe depuis 2011. Un slogan encore plus populaire, vieux de près de 10 ans au Liban mais popularisé par les manifestations de 2015, est «Tous, ça veut dire tous», et un autre slogan, moins répandu mais tout aussi fort, est «La Syrie et

le Soudan ont un dictateur, nous en avons 100», qui se réfère au fait que le confessionnalisme néolibéral au Liban réunit tous les membres de la classe politique qui ont dominé l'exercice du pouvoir depuis des décennies. «Nous sommes la révolution du peuple, vous êtes la guerre civile» est un autre slogan, récent, qui dénonce l'implication de la classe dirigeante dans la guerre civile et son rôle dans la destruction du tissu social

lui-même, actuellement reconstruit par les manifestants dans les rues. Un autre mot d'ordre important vient des étudiants et des lycéens, qui ont pris l'initiative de rallumer la flamme de la révolution alors que la participation chutait durant la deuxième semaine. Leur investissement a été aussi crucial que leur mot d'ordre est pertinent: «Nous ne sommes pas ici pour étudier l'histoire, mais pour l'écrire». [...]

«Récupération du capital volé»

Enfin, il y a un slogan que je n'ai pas encore mentionné, qui a à voir avec ce que le grand public appelle «récupération du capital volé»: ce à quoi les gens se réfèrent ici est, en partie, la corruption de la classe dirigeante, mais surtout à la dette publique, qui croît sans cesse, et qui dévore plus de 40% du budget annuel du gouvernement, pour couvrir les taux d'intérêts de cette dette. La majorité de la dette publique et privée, c'est-à-dire plus de 50 milliards de dollars (sur un total d'environ 85 milliards) est aux mains de banques privées locales. C'est pour cette raison que nous avons décidé, en tant que groupe militant de gauche, d'organiser une campagne autour de la question de la nationalisation des banques [...]. Nous sentons aussi que les revendications sociales et économiques qui

Un monde à changer

ACCUMULEZ, ACCUMULEZ! C'EST LA LOI ET CE QUE RÉPÈTENT SES PROPHÈTES. Une des fables préférée de l'idéologie capitaliste est celle du «self-made man» (l'homme qui s'est fait lui-même) : l'individu, méritant et parti de rien ou presque, qui s'élève honnêtement jusqu'aux sommets de la fortune. Le rapport 2020 de l'ONG Oxfam sur les inégalités dément largement cette belle histoire. Au niveau mondial, un tiers de la fortune des milliardaires provient d'un héritage et un tiers de rapports de connivence plus ou moins clairs avec les gouvernements. La part de l'héritage est beaucoup plus élevée dans les pays d'implantation ancienne du capitalisme : entre 58 et 70%. Certaines personnes héritent de milliards de dollars ou d'euros, et d'autres, comme Trump, héritent de centaines de millions qui leur permettent de devenir milliardaires. Qu'elle soit héritée ou obtenue d'une autre façon, l'extrême richesse acquiert une dynamique propre, au point de s'auto-alimenter par des placements ou investissements. Depuis 2009, selon Oxfam, la fortune des milliardaires a augmenté en moyenne de 74% par an, un taux nettement supérieur à ce qu'un épargnant ordinaire pourrait obtenir.

Les plus riches se servent également de leur fortune pour payer le moins d'impôts possible en contractant les services d'une armée de conseillers fiscaux et en tirant parti des paradis fiscaux. Ces super-riches, dont une grande partie de la fortune est constituée d'actions des entreprises, sont également les principaux bénéficiaires du rapide nivellement par le bas de l'impôt sur les sociétés et de l'évasion fiscale que celles-ci pratiquent largement ce qui accroît les versements de dividendes pour les riches actionnaires et accentue encore leurs richesses. Entre 2011 et 2017, les salaires moyens ont augmenté de 3% dans les pays du G7. Tandis que les dividendes empochés par les actionnaires ont bondi de 31%. Ce sont eux également qui bénéficient de la baisse de l'impôt sur la fortune. Self-made man, ruissellement des riches vers le bas : tout cela ne sont que belles histoires. Et la richesse n'est pas seulement un monceau de billets de banques, des propriétés et des bijoux : c'est le pouvoir sur les entreprises et sur l'État par l'intermédiaire de politiciens qui se font parfois concurrence mais ne remettent pas en cause les intérêts de leurs maîtres. Ce que démontre jour après jour la politique de Macron. Dans une France où sept milliardaires possèdent plus qu'un tiers de la population et où les 10% les plus riches concentrent la moitié des richesses.

Au cours des derniers jours, ce sont les images d'un homme, maintenu au sol, le visage ensanglanté, frappé par un policier, qui ont fait le buzz. Images filmées lors de la manifestation du 18 janvier à Paris, au cours de laquelle d'autres cas de violences policières ont été documentés, notamment par des journalistes indépendants.

Paroles, paroles...

Confronté à ces images, le ministre de l'Intérieur Christophe Castaner a eu des mots comme il n'en avait encore jamais eus : «*J'ai vu ces images, qui sont des images choquantes pour lesquelles le préfet de police a immédiatement saisi ses services pour les comprendre, pour voir s'ils peuvent trouver une explication. À l'heure qu'il est, je n'en vois aucune.*» On remarquera toutefois qu'il ne condamne pas les violences du policier, et qu'il laisse la porte ouverte à des «explications» : «*Il faut que la vérité soit faite sur cet acte et que nous le comprenions. S'il y a une faute, elle sera sanctionnée.*» Comme si l'on pouvait douter qu'il y ait une «faute»... Devant les évidences, la multiplication des cas et les prises de position venues de secteurs de plus en plus «mainstream», y compris parmi les soutiens et l'électorat de Macron, ont contraint les responsables politiques de la Macronie à changer partiellement de discours et à sortir de leurs dénégations pavloviennes. Mais des discours aux actes, il y a un fossé qui est loin, très loin d'être comblé. Le préfet Lallement est toujours en poste, les consignes des hiérarchies n'ont

VIOLENCES POLICIÈRES Malgré les scandales, le pouvoir droit dans ses bottes

Les manifestations se suivent, et les violences policières se poursuivent. Mais, comme nous le signalions la semaine dernière, un plafond de verre a été percé avec certaines prises de position, entre autres celles du journal le Monde, qui dépassent de très loin les cercles habitués à dénoncer les exactions commises par les forces dites «de l'ordre». Jusqu'à atteindre les sommets de l'État? On en doute...

pas changé, aucune mesure coercitive n'est prise contre les flics coupables de violences (on a ainsi appris que ceux qui ont tué, par asphyxie, Cédric Chouviat, continuent tranquillement d'exercer, et ont même reçu une visite de soutien de Lallement), et ce sont les victimes qui sont emprisonnées : l'homme victime des coups alors qu'il était au sol a été incarcéré et déferé, et l'on a appris qu'il serait jugé pour... violences contre des policiers.

La force brute

Ainsi, si le travail réalisé par les journalistes indépendants, les associations de victimes, les collectifs de soutien... commence à porter partiellement ses fruits, la route est encore longue pour en finir avec des violences d'une régularité et d'une ampleur inédites, perpétrées par une police qui sait qu'elle est l'un des piliers du pouvoir et que ce dernier ne peut se permettre de trop la réprimander. Et quand bien même il le pourrait, rien n'indique qu'il le souhaite : l'autoritarisme macronien n'est pas un concept destiné à (se) faire peur, mais une réalité bien tangible, une composante essentielle, jumelle



PHOTO THÉÂTRE ROUGE / JMB

des politiques ultralibérales que le pouvoir entend continuer de mettre en œuvre. Macron et les siens ont décidé de passer en force, contre l'opinion publique, contre les grévistes, contre les manifestations. Pour ce faire, dans la mesure où, après sept semaines de grève, la résignation n'est pas de mise et la détermination toujours bien présente, le gouvernement compte sur «sa» police, afin de réussir par la violence ce qu'il a échoué à faire par les discours, les manœuvres, les

intimidations et les menaces. Nous devons donc malheureusement nous attendre à ce que les exactions policières se poursuivent et ne connaissent pas de ralentissement, nous y opposer et les dénoncer, en n'oubliant pas qu'elles témoignent paradoxalement de la fébrilité d'un pouvoir à la légitimité particulièrement faible, dont il est grand temps de se débarrasser avant qu'il ne détruise l'ensemble de nos droits et de nos libertés démocratiques. **C.B.**

ont poussé les masses à manifester les premiers jours étaient de plus en plus noyées dans des revendications populistes sur la corruption et l'application de la Constitution.

Expropriation des banquiers prédateurs

La revendication de la nationalisation des banques, au moment d'une crise néolibérale causée par la dette publique (et entretenue par la CEDRE¹, la Banque mondiale et le FMI) signifie non seulement le transfert de la propriété des banques privées au secteur public – ce qui implique que les banques passent dans le domaine public, propriété du peuple, sans compensation pour leurs propriétaires privés – mais aussi une inversion des politiques de privatisation et d'austérité menées depuis des années. Les banques privées (en partie possédées par des membres ou



DR

des proches des cercles dirigeants) ont prêté à l'État des dizaines de milliards de dollars avec de très hauts taux d'intérêt, en utilisant des bons du Trésor garantis par l'État.

Notre campagne a mis en place des campements devant la majorité des succursales de banques, avec distribution de tracts parlant de la nécessité de la nationalisation des

banques, distribution de nourriture gratuite et discussions ouvertes sur les questions économiques. Les réactions des gens à la campagne sont très positives et encourageantes, alors que les mesures punitives prises par les banques privées durant les dernières semaines, pour faire pression à la fois sur les masses et sur le gouvernement, ont accru l'animosité de la population contre les banques. Nous nous appuyons sur cette colère spécifique, liée au comportement des banques, pour la politiser et la diriger vers le centre de la reproduction du capital et de la dépossession au Liban. **Elia El Khazen (traduction J.S.)**

1 – Conférence économique pour le développement du Liban par les réformes et avec les entreprises, qui s'est déroulée à Paris en 2018. Version intégrale (en anglais) sur le site Historical Materialism : <http://www.historicalmaterialism.org/interviews/lebanese-october-revolution-against-sectarian-realism-and-neoliberal-authoritarianism>

Le chiffre

90 C'est le nombre de délits qui sont reprochés par la justice portugaise à Rui Pinto, entendu le 17 janvier par un tribunal de Lisbonne. Il risque jusqu'à 25 ans de prison. Son crime ? Être à l'origine du scandale des «Football Leaks», qui a mis à nu la face cachée, et très sombre, du foot-business (corruption, fraude fiscale, commissions, etc.). La mobilisation pour la défense des lanceurs d'alerte se poursuit...



Agenda

Jeudi 23 janvier, marches aux flambeaux contre la réforme des retraites. À Paris, 18h à Nation.

Vendredi 24 janvier, journée de grève et manifestations contre la réforme des retraites. À Paris, départ à 11h de République en direction de Concorde.

Vendredi 24 janvier, soirée concerts en soutien à la caisse de grève des écoles, Paris 18^e. À 19h, au Shakirail, 72, rue Riquet, métro Marx-Dormoy.

Samedi 25 janvier, manifestation des Gilets jaunes Acte 63.

Samedi 25 janvier, rassemblement «Pas de guerre contre l'Iran!», Paris. À 14h, Fontaine des innocents, métro Les Halles.

À SUIVRE SUR
www.npa2009.org

NO COMMENT

Si provoquer de la violence, c'est faire les réformes pour lesquelles on a été élu, ça je peux l'assumer.

SIBETH N'DIAYE, BFM-TV, 19 janvier 2020.

L'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction :
0148 70 42 27
redaction@npa2009.org

Diffusion :
0148 70 42 31
diffusion.presse@npa2009.org

Administration :
0148 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN :
2269-3696

Commission paritaire :
0419 P 11508

Société éditrice :
Nouvelle Société de
presse, d'audiovisuel et
de communication.
SARL au capital
de 3500€ (durée 60 ans).

Tirage :
6 500 exemplaires

Directeur de publication :
Julien Salingue

Secrétaire de rédaction :
Julien Salingue

Maquette :
Ambre Bragard

Impression :
Rotographie, Montreuil-
sous-Bois
Tél. : 0148 70 42 22
Fax : 0148 59 23 28
Mail : rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®

RENAULT-NISSAN

Carlos Ghosn : dégueulasse, vous avez dit dégueulasse ?

Incredible mais vrai : Ghosn a décidé d'attaquer Renault aux Prud'hommes.

Il réclame d'abord une indemnité de 250 000 euros. Ensuite le paiement de « sa » retraite chapeau, à savoir 774 774 euros brut annuels. Et ce n'est pas fini. Il réclame aussi le versement de 380 000 actions de « performance » qui font un pactole de 15,6 millions d'euros.



WIKIMEDIA COMMONS

Argent volé

Les Prud'hommes : ce sont des centaines de salariéEs qui, pendant les années de présidence de Ghosn, sont allés aux Prud'hommes contre des discriminations ou leur licenciement abusif. Ghosn et la direction de Renault ont su payer avocats et juristes pour empêcher les salariéEs de faire valoir leurs droits. Merci patron ! La retraite chapeau : voilà un régime spécial pour vrais privilégiés en millions d'euros !

Ghosn ose réclamer des millions d'euros alors qu'il devrait rendre tout le pognon qu'il a déjà récupéré – légalement ou illégalement. On se souvient ainsi que les revenus connus et publics de Carlos Ghosn pouvaient atteindre 15 millions d'euros par an. Mais qu'il lui fallait gagner toujours plus...

Au-delà de la validité juridique de toutes les opérations gonflant les comptes personnels de ce patron-voyou, c'est au sens strict de l'argent volé, de l'argent extorqué à partir du travail de salariéEs de chez Nissan et Renault. Ces gains faramineux ont notamment été permis par la restructuration de Nissan entre 1999 et 2002 : 21 000 salariéEs licenciés et six usines fermées.

Escroquerie(s)

En outre, au cœur de l'alliance Renault-Nissan, une société holding RNBV a été installée en 2002 aux Pays-Bas, lieu choisi pour... ses avantages fiscaux. Elle a progressivement étendu ses domaines d'activité à mesure que les relations entre Renault et Nissan s'intensifiaient. Elle est devenue une instance sous le contrôle exclusif de Carlos Ghosn, autonomisée tant vis-à-vis des instances de Nissan que de celles de Renault. En juin 2017, l'agence Reuters écrivait : « Les banquiers de l'alliance Renault-Nissan ont élaboré un projet permettant de verser des millions d'euros de bonus annuels supplémentaires au PDG Carlos Ghosn et à d'autres dirigeants ». L'existence du projet n'avait pas alors été démentie, même s'il était assuré qu'il n'était pas encore appliqué...

On se rappelle que « l'affaire » Ghosn a éclaté avec la divulgation d'une première dissimulation au fisc japonais de revenus de l'ordre de 38 millions d'euros de 2010 à 2015, puis de celle de 30 millions d'euros camouflés de 2015 à 2018. Et on a ensuite découvert un transfert, depuis les comptes de Nissan, remboursant Carlos Ghosn, via un intermédiaire saoudien, de pertes dans des opérations boursières personnelles. Et celui-ci n'y est pas allé « petit bras » : on parle de pertes de 14,5 millions d'euros...

Mais c'est sûr que du fric, il en faut pour payer son évasion et les voyages au Liban de toute une presse mondiale complaisante. Ghosn transformé en icône de la presse people ! Un monde à renverser.

D'après le blog NPA auto critique (<http://www.npa-auto-critique.org/>)

MÉDIAS La liberté d'informer de plus en plus maltraitée par la Macronie

« La liberté de la presse aujourd'hui n'est plus seulement attaquée par les dictatures notoires, elle est aussi malmenée dans des pays qui font partie des plus grandes démocraties du monde. Elle est malmenée jusqu'en Europe. » Ainsi s'exprimait, le 2 janvier 2018, un certain... Emmanuel Macron. Et même si ce n'est pas ce que le président de la République avait à l'esprit, nul doute que son constat s'applique sans difficulté à la France.

« Toute la chaîne de production de l'information »

Impossible de recenser ici l'ensemble des attaques contre les médias et les journalistes depuis l'arrivée au pouvoir d'Emmanuel Macron. Car, comme le rappelle Acrimed, « les attaques du gouvernement contre les médias touchent toute la chaîne de production de l'information. Elles se manifestent, tout d'abord, dans des projets de loi et des textes législatifs, dont les deux piliers sont la loi dite du "secret des affaires" et la loi "fake news". Elles prennent aussi la forme de saignées budgétaires, "baisses de dotations" infligées à l'audiovisuel public, qui assèchent un peu plus sa capacité de produire une information de qualité. Elles s'incarnent encore dans des plaintes gouvernementales, ciblant des articles de presse jugés embarrassants pour l'État et ses affaires politico-économiques, ou dans les convocations de journalistes par l'appareil d'État. Elles s'exercent également dans les violences policières à l'encontre des journalistes, visés en tant que tels, entravés sciemment dans l'exercice de leur métier [...]. Enfin, ces attaques se traduisent dans un certain nombre de déclarations et d'anathèmes publics qui, du fait

L'interpellation du journaliste Taha Bouhafs, lors du désormais célèbre épisode du théâtre des Bouffes du Nord, a une fois de plus jeté une lumière crue sur la façon dont le pouvoir considère et (mal)traite les journalistes... lorsqu'ils et elles font leur métier.

CHASSE AUX JOURNALISTES



de leur fréquence, créent une petite musique témoignant d'un mépris profond pour la profession, autant que d'un rapport pour le moins contrarié à la critique, adossé à une violence, verbale cette fois-ci, parfaitement assumée.»¹

Dans le viseur : les journalistes qui font leur travail

Avec la mobilisation contre la « réforme » des retraites, ces phénomènes n'ont pas cessé, bien au contraire. Pas une manifestation, pas une action, sans que des journalistes soient entravés dans l'exercice de leur profession, quand ils et elles ne

pas tout simplement victimes de violences policières, voire arrêtés. C'est notamment de ce constat qu'est né, à la fin du mois de novembre dernier, le collectif Reporters en colère, qui explique dans le texte publié lors de sa création : « Face à la répression et aux entraves que nous subissons toujours plus sur le terrain dans l'exercice de nos pratiques, face à la précarité croissante qui entache elle aussi nos façons et capacités de travailler, face aux blessures physiques et morales qui nous sont infligées, à nous, à nos confrères et consœurs (plus d'une centaine selon les derniers chiffres

[...]), face au mépris de certainEs qui disqualifient notre travail et soutiennent ainsi l'argument des forces de l'ordre nous empêchant d'exercer et nous criminalisant, nous nous devons d'agir pour le droit d'informer qui nous est cher. »

Macron et les siens, biberonnés aux techniques de management et adeptes de la « start-up nation », n'aiment pas les journalistes qui font leur travail. Pour cette bande de jeunes loups opportunistes souvent venus du privé, l'existence même de contre-pouvoirs est insupportable, à un point tel qu'ils se sentent autorisés à faire interpellier des journalistes pour le seul fait qu'ils et elles exercent leur métier : informer. Cette attitude hostile vis-à-vis des médias et des journalistes qui refusent d'être de simples courroies de transmission du pouvoir se double d'une volonté de liquider les possibilités mêmes de production d'une information de qualité, comme le soulignent, notamment, les grévistes de Radio France², face à la saignée programmée. Au côté de toutes celles et tous ceux qui se mobilisent et/ou qui tentent tout simplement de faire leur métier de journaliste correctement, nous le disons et le répétons : informer n'est pas un délit, et c'est même un besoin essentiel, a fortiori dans un régime dont l'autoritarisme est de plus en plus assumé.

Julien Salingue

1 – Acrimed, « Macron contre le journalisme », 14 novembre 2019.

2 – Voir *L'Anticapitaliste* de la semaine dernière.

SANS-PAPIERS Après plus de sept mois de lutte, victoire pour les Chronopost

220 jours. 220 jours de lutte, de grève, de solidarité... De moments difficiles aussi, comme c'est le cas dans toutes les bagarres, qui plus est quand la grève s'accompagne d'un piquet tenu vingt-quatre heures sur vingt-quatre et sept jours sur sept, depuis le 11 juin.



autres ont toujours refusé de fournir les documents pouvant permettre d'obtenir la régularisation.

Victoire de la détermination

Mais le maintien du piquet installé devant le site d'Alfortville, les actions visibles devant la direction de La Poste du 94, la direction nationale de Chronopost, les sièges de la Banque postale et du groupe La Poste, celles en direction de la Direccte, et du ministère du Travail...

ont fini par poser un sérieux problème politique, tant aux patrons de La Poste qu'à l'État. Le dossier était rendu encore plus épineux par le fait qu'en plus du soutien d'organisations politiques comme le NPA ou la FI, les Chronopost ont reçu celui, y compris logistique, de plusieurs élus (député du 94, conseil départemental, mairie d'Alfortville...). Un élément décisif, mais qui a été rendu possible par la détermination constante des grévistes.

26 des 27 Chronopost ont été régularisés (le 27^e devrait l'être prochainement). Le piquet a donc été levé jeudi 16 janvier. Les dossiers des 129 membres du piquet qui ne travaillent pas à Chronopost ont été déposés. Le combat continue donc, dans l'unité, qui a été une constante depuis le début, pour ces derniers. Nul doute que la régularisation des Chrono pèsera dans le traitement de ces dossiers. Elle est aussi un formidable encouragement à lutter pour la régularisation des sans-papiers dans leur ensemble, pour l'ouverture des frontières et l'abolition de toutes les lois racistes régissant le séjour des étrangerEs en France. Cette victoire est, enfin, une démonstration éclatante qu'on peut être dans une situation de précarité et d'exploitation extrêmes, et qu'on peut mener bataille—et gagner!— contre des ennemis de classe a priori beaucoup plus forts. Une leçon à méditer, en particulier en ce moment.

Édouard Gautier

HAÏTI De scandale en scandale

Lors d'une cérémonie marquant le 10^e anniversaire du séisme meurtrier de 2010, le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, a exhorté les Haïtiens à « résoudre leurs différends par le dialogue et à résister à toute escalade qui pourrait inverser les acquis de la dernière décennie. » Mais de quels acquis parlait-il donc ?

Le 12 janvier 2010, un puissant tremblement de terre ravageait l'agglomération de Port-au-Prince. Les constructions en béton étaient souvent mal faites, avec du ciment de mauvaise qualité. Il y eut environ 250 000 mortEs (soit une personne sur dix), des centaines de milliers de blessés et de disparus. Depuis, les maisons fissurées ont été à peine réparées et les nouveaux logements construits comme avant le séisme, sans tenir compte des normes antisismiques.

Malversations

Depuis dix ans, Haïti vit au rythme des scandales. Scandale de l'aide internationale qui, devait, paraît-il « reconstruire Haïti ». Dans un premier temps, elle a permis de sauver des vies et de limiter la catastrophe. Mais la mise sous tutelle (de fait) d'Haïti au nom de la « reconstruction » a débouché sur un fiasco et a affaibli l'État haïtien. Ainsi, la reconstruction du principal hôpital public, confiée à une firme espagnole, est à l'arrêt depuis 7 mois. Selon l'ambassade de France, la maternité a été « réhabilitée » avec l'aide de Paris et de Washington ; pourtant les accouchements se font souvent à la lumière du téléphone



DR

des sages-femmes. Scandale des Casques bleus, qui ont introduit le choléra en Haïti et ont multiplié viols et abus sexuels. Scandale des puissances étrangères (dont la France) qui ont trafiqué les élections pour hisser à la tête de l'État, en 2011, le chanteur grivois Michel Martelly, qui leur avait fait allégeance. Scandales à répétition pendant la présidence de Martelly qui, avec

sa famille, s'est livré à la corruption, aux détournements de fonds et au trafic de cocaïne. Scandale du Fonds Petrocaribe, alimenté par des prêts accordés par le Venezuela sur la vente de pétrole. Parmi ceux qui ont dilapidé ce fonds se trouve Jovenel Moïse, devenu ensuite président de la République (en 2017). Trois entreprises ont pris part à ses malversations. Deux d'entre elles, possédant le même numéro fiscal, ont reçu l'une et l'autre des centaines de milliers de dollars pour faire le même travail. Pendant ce temps, les conditions de vie ou de survie ont empiré pour tout le monde, sauf pour une petite élite. Mais les scandales successifs ont mis à nu un système qui est devenu inacceptable pour de larges couches de la société.

Seul maître à bord

À partir de l'été 2018, la contestation est devenue générale. Émeutes, manifestations imposantes, barrages et barricades ont paralysé le pays à plusieurs reprises. Essayant depuis quelques années d'agir davantage en commun, des militants et des organisations de gauche parviennent à jouer un rôle non négligeable. Cependant, dans l'ensemble, ce sont des politiciens

bourgeois (dont des criminels notoires) et des secteurs populistes qui donnent le « la » de la contestation. La plupart d'entre eux ne veulent que le départ du président Moïse et non pas des changements profonds. La population démunie n'est donc pour eux qu'une masse de manœuvre.

Jovenel Moïse n'a pas été lâché par les puissances étrangères et a sauvé son poste. Ne pouvant plus bénéficier de l'aide des Casques bleus (partis en 2017), il s'appuie sur des gangs armés, qui ont déjà commis plusieurs massacres. Se présentant en Mr Propre, il dit vouloir arracher l'État prédateur à des oligarques mais il ne vise, bien sûr, que ceux qui demandent son départ.

Le 22 décembre, il a annoncé que certaines personnes « risquent d'être victimes d'accidents si jamais [il] les retrouve au travers de son chemin. » Le mandat des députés et d'une partie des sénateurs a expiré le 12 janvier. Jovenel Moïse, qui n'a rien fait pour assurer la tenue d'élections, a publié un tweet dans lequel il dit constater « la caducité du Parlement ». Loin de le regretter, il parle d'une « opportunité historique. » Voilà qui est plus qu'inquiétant!

Arthur Mahon

MAROC

La répression s'intensifie

Les attaques contre les journalistes se multiplient, et rendent compte de la nature profondément autoritaire du régime de Mohammed VI. Dernière affaire en date : l'arrestation d'Omar Radi pour un tweet qui visait les magistrats ayant inculpé les militants du Hirak du Rif.

« L'ahcen Talfi, juge de la cour d'appel, bourreau de nos frères, souvenons-nous bien de lui. Dans beaucoup de régimes, les petits bras comme lui sont revenus supplier après en prétendant "avoir exécuté des ordres". Ni oubli ni pardon avec ces fonctionnaires sans dignité ! » C'est pour ces mots que le journaliste Omar Radi sera jugé pour outrage à agent le 5 mars prochain. Il avait été emprisonné le 26 décembre en prévision de son jugement. Le journaliste a été libéré le 31 décembre 2019, à la suite d'une large campagne de mobilisation. Il reste en attente de son jugement.



DR

« Capitalisme de cour »

Au-delà de ce message en particulier, c'est bien entendu la figure d'Omar Radi qui est visée. Le journaliste avait couvert de près le mouvement populaire du Rif et ses enjeux politiques et sociaux d'une manière qui ne pouvait que déranger le régime. Il s'est également attaché à dévoiler le système de prédation économique de la monarchie marocaine – notamment sur le territoire du Rif. Système que Mohammed Oubennal et Adbellatif Zeroual nomment très justement le « capitalisme de cour ». Cette arrestation témoigne d'un mouvement bien engagé d'intensification de la répression, qui remet en cause la façade démocratique que le régime s'est attaché à construire depuis les processus révolutionnaires de 2011, notamment par la modification de la Constitution. On peut citer les peines extrêmement dures prononcées contre les personnes ayant pris part au mouvement du Rif et les peines allant jusqu'à cinq ans de prison pour six journalistes qui avaient couvert ce mouvement. On peut penser à la condamnation de la journaliste Hajar Raissouni (qui avait également travaillé sur le Rif) et de son compagnon, officiellement pour avortement illégal. À la suite d'une forte campagne de mobilisation, tous deux ont finalement été graciés par Mohammed VI – une belle preuve de l'indépendance de la justice dans le pays. Ces cas de répression ne sont que les plus emblématiques d'un régime bel et bien autoritaire.

Radicalisation dans la répression

La répression ne sort pas de nulle part : c'est parce que Mohammed VI se sait menacé par des souffles de mobilisation populaire qu'il se radicalise dans la répression, quitte à recourir aux méthodes de son père Hassan II, ce qui lui ferait perdre toute la légitimité acquise par la rupture démocratique qu'il prétendait incarner. Exiger la libération de toutes les détenus politiques, comme le demande la campagne #FreeKoulchi (Libérez tout le monde) met le régime face à ses contradictions.

Il serait erroné d'opposer les revendications sociales aux revendications démocratiques, puisque les premières se heurtent inévitablement à la répression autoritaire. C'est parce qu'elles remettent en cause la nature profonde du régime que les revendications sociales émises par le Hirak du Rif ont été si durement réprimées. Ainsi, au Maroc, comme en Algérie, au Chili ou en France, les luttes pour la justice sociale sont aussi essentiellement des luttes pour la démocratie.

Annouk Essyad

Article publié dans le n° 361 de solidaritéS (Suisse).

AUSTRALIE La guerre climatique est déclarée

L'horreur suscitée par les incendies dévastateurs et apocalyptiques en Nouvelle-Galles du Sud et dans l'État de Victoria n'a pas seulement douché l'enthousiasme des célébrations du Nouvel An, mais a aussi attisé la colère contre l'absence totale de réponse du gouvernement face à l'urgence climatique.

La classe dominante a décidé de mener la guerre climatique en faveur des multinationales des énergies fossiles. Le message du Nouvel An de Scott Morrison [le Premier ministre australien], expliquant que l'Australie est « le pays le plus incroyable sur Terre » faisait référence à l'ampleur de la générosité de la population face à l'urgence liée aux incendies, dans un geste désespéré d'apaisement. Mais s'il croit que cela va permettre de couvrir l'inaction climatique de son gouvernement, il devrait y réfléchir à deux fois.

Un système en crise

Il est vrai que, sans les efforts héroïques des pompiers volontaires et des personnels d'urgence, et sans tous les efforts des collectivités, davantage de personnes seraient mortes et davantage de maisons auraient été détruites. Mais quel genre de système a besoin de se reposer sur des bénévoles pour accomplir un dangereux travail en première ligne dans une situation de crise ? Quel genre de système peut échouer de façon aussi spectaculaire à mobiliser les ressources nécessaires pour répondre rapidement à ce qui est clairement une situation d'état d'urgence inédite ? La réponse est : un système en crise.

Nous sommes informés des dangers de l'urgence climatique depuis des décennies. Des capitaines de pompiers ont averti depuis des mois, si ce n'est des années, qu'un monde qui se réchauffe présente plus de risques qu'un été un peu plus chaud.



CHARMAG

Et pourtant, la planification de la « saison des incendies » a été un désastre. Les bénévoles ont sauvé la mise. L'armée a été appelée à l'aide. Mais, après des années de restrictions budgétaires, il n'y a plus assez de gens, et plus assez d'équipements. Les communautés locales ont été forcées de lever des fonds pour des services qu'elles n'avaient jamais accepté de supprimer.

Les gouvernements locaux et fédéral ont des ressources significatives qu'ils n'ont pas mobilisées, ou qu'ils ont mobilisées trop tard. Le secteur privé a lui aussi des ressources qui auraient pu être socialisées pour faire face à l'urgence des incendies. L'échec du système suscite de nombreuses discussions. De plus en

plus de gens tirent la conclusion qu'un système qui priorise les profits par rapport aux populations et à l'environnement serait incapable de répondre de façon adéquate.

Se rassembler pour en finir avec un système toxique

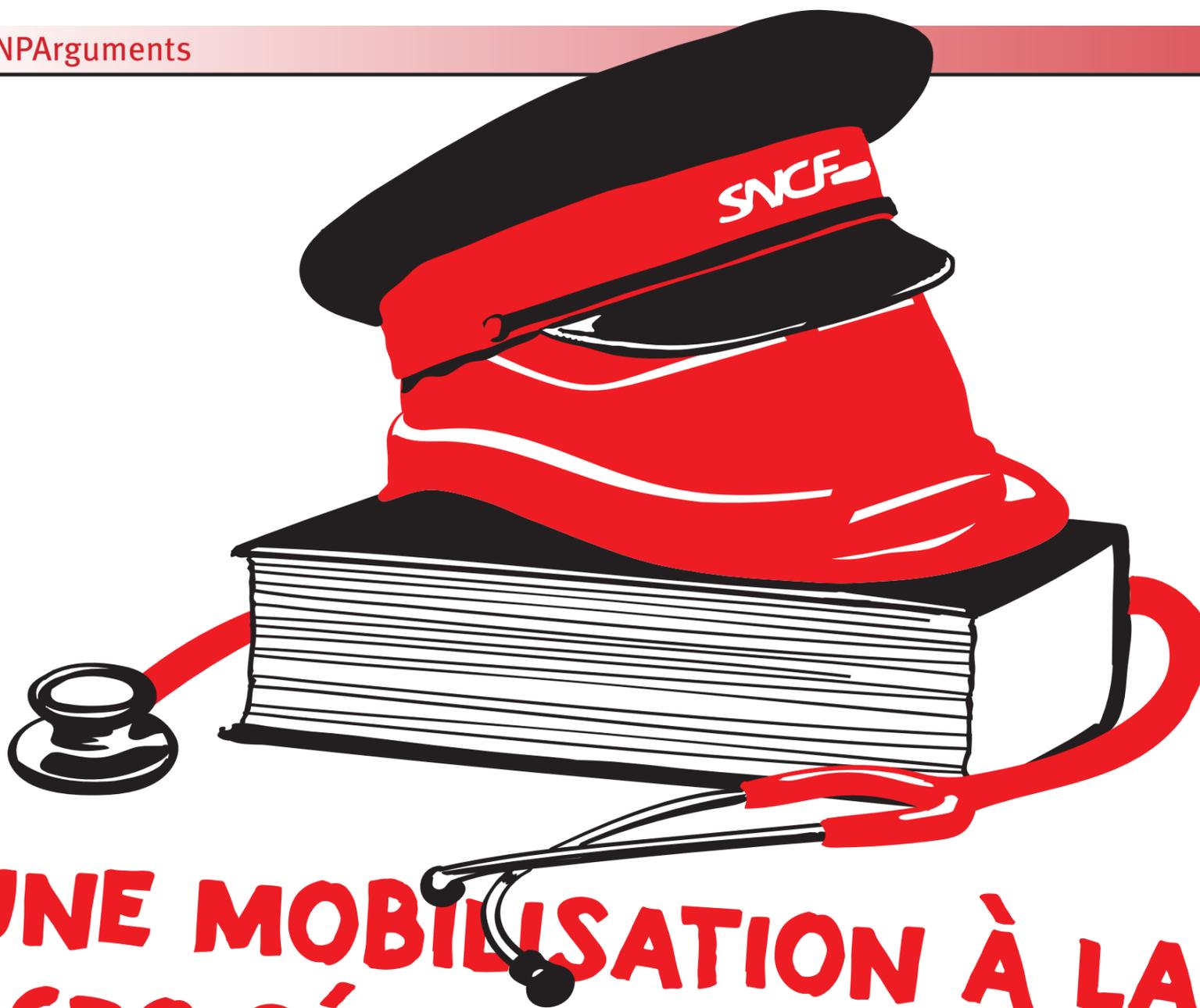
Pour inverser la tendance à l'effondrement de la confiance dans le système, toutes les fausses excuses et les prétextes se feront entendre pour détourner de ce qui est réellement nécessaire : un sommet national d'urgence pour discuter des véritables solutions. Une discussion nationale sur les raisons pour lesquelles le système a failli est importante car elle ouvrirait un espace pour une discussion plus

profonde sur ce qu'il conviendrait de faire pour réellement se confronter à l'urgence climatique.

Le mouvement pour l'urgence climatique a grandi rapidement au cours des dernières années, et nous pouvons être assurés qu'il va continuer à se développer à mesure que la « saison des feux » se poursuit. Ceux qui font déjà partie de ce mouvement doivent être ouverts à de nouvelles initiatives, et travailler à unifier des secteurs disparates mais critiques, autour de solutions concrètes, comme l'appel à financer des pompiers dans les campagnes, à une forte augmentation du budget d'urgence pour les incendies, et à une rapide « décarbonisation » de notre énergie.

Le mouvement organisé face à l'urgence climatique est encore trop faible. Il doit s'étendre rapidement, mais pour cela, il faudra de nouveaux organisateurs, jeunes et vieux, qui aideront à regrouper des gens pour passer à l'action. Nous devons travailler à une réponse d'urgence qui s'appuie sur l'esprit pratique et généreux qui s'est exprimée durant les récents incendies catastrophiques. Nous vivons dans une époque de guerre climatique. C'est le résultat d'un système toxique, alimenté par la recherche exclusive du profit. Le seul espoir que nous pouvons avoir pour la survie de notre planète c'est de stopper la petite élite niant le changement climatique et de mettre en place un contrôle social collectif sur les ressources de la société.

Pip Hinman (traduction J.S.)



UNE MOBILISATION À LA CROISÉE DES CHEMINS

UN DEUXIÈME SOUFFLE POUR FAIRE CÉDER MACRON

Esperant être tiré d'affaire, le gouvernement veut aller vite pour l'adoption de sa contre-réforme de destruction. Le 24 janvier, le projet est présenté en Conseil des ministres, le 3 février il passe devant une commission « ad hoc » du Parlement, expressément choisie par l'exécutif, alors que l'usage aurait voulu que cela soit la commission des Affaires sociales. Enfin, la loi sera débattue et votée selon une procédure accélérée avec une seule lecture par chambre (Assemblée puis Sénat) pour boucler la question avant le mois de juin. Enfin, de nombreux points de la loi seront laissés en blanc, charge au gouvernement de les écrire et de les décréter par ordonnances (donc sans débat et vote parlementaire). Même avec une large majorité à l'Assemblée, le gouvernement veut éviter une cristallisation des débats au Sénat, où le parti présidentiel est largement minoritaire, et de longs débats d'amendements. Parallèlement, au pas de charge, devra se tenir une « conférence sur le financement » voulue par la CFDT. Ce simulacre de concertation sera encadré par l'obligation de trouver une solution alternative au report à 64 ans de l'âge de départ, alternative qui permette de trouver 12 milliards de 2022 à 2027... en ne pouvant

pas proposer d'augmentation des cotisations, ni mettre à contribution le Fonds de réserve des retraites créé en 2001, pour amortir les déséquilibres démographiques, d'un montant de 32 milliards d'euros, ni la Caisse d'amortissement de la « dette sociale », fonds arnaqueur et possédant 17,6 milliards de fonds. Il ne resterait donc que deux solutions pour choisir la longueur de la chaîne des salariéEs : l'allongement du nombre d'années travaillées (43 ans aujourd'hui) ou le report de l'âge de départ à 64 ans, comme le souhaite le Medef et le gouvernement. Dans tous les cas, il faut s'attendre à une grande victoire du dialogue social !

Nécessité de durer et d'étendre

Le mouvement ne manque donc pas d'arguments pour justifier son action. Mais le problème reste toujours celui de l'entrée dans la grève d'autres secteurs. La semaine du 13 au 18 a marqué un tournant. Il n'y a aucune lassitude parmi les grévistes ni les participantEs aux manifestations. Mais il faut gérer plus d'un mois de grève et, autour d'un noyau dur, les grévistes commencent par endroits à se concentrer sur les journées des temps forts, pour économiser les forces. Et le pourcentage total



PHOTO THÈQUE ROUGE / MARTIN NODA / HANS LUCAS

de grévistes est moindre que les semaines précédentes. Il en est de même des manifestations du 16 janvier, tout aussi combatives, mais moins nombreuses que celles du 9 janvier. Beaucoup évoquent la nécessité de durer, tout en intégrant l'absence de relais d'un secteur important. Pourtant des extensions existent. Les travailleurEs des ports et docks organisent des blocages des ports, ceux des raffineries continuent des actions de blocage de production, comme les électriciens gaziers. Dans beaucoup d'universités et de lycées les mobilisations se développent, en lien avec les actions des

enseignantEs-chercheurEs et des enseignantEs mobilisés contre les épreuves de contrôle continu du baccalauréat. Des salariéEs d'entreprises du privé, comme Cargill à Lille, en lutte contre les licenciements, rejoignent les manifestations sur les retraites. Les avocats continuent les grèves des audiences et mènent des actions spectaculaires.

Conscience de lutte globale

De nombreuses interpros se sont tournées la semaine dernière vers des enchaînements d'actions spectaculaires d'occupations et de blocage. C'est une façon d'occuper l'espace politique, de maintenir

la mobilisation, mais cela reflète aussi les limites de l'extension. Le mouvement est donc en train de changer de rythme. La détermination et la conviction puissante de la nécessité de faire reculer Macron est toujours aussi forte. Le sentiment de bénéficier d'un large soutien populaire aussi. De même, la certitude que la question de la contre-réforme des retraites est un des piliers à abattre dans une offensive de destruction sociale que subissent notamment les enseignantEs et les travailleurEs hospitaliers qui, depuis un an, dénoncent la misère des hôpitaux. De plus, les femmes, les chômeurEs, les jeunes, les précaires, apparaissent comme les grands perdants de cette réforme. C'est donc bien une conscience de lutte globale contre le système qui bouillonne dans le creuset de cette mobilisation. Mais pour gagner, il va falloir trouver un second souffle, avec l'entrée de nouvelles forces, de nouveaux secteurs dans la grève. Car, quand bien même une victoire de Macron pour faire passer son projet serait sans doute une victoire à la Pyrrhus, elle n'en serait pas moins une nouvelle dégradation de nos conditions de vie, et encore plus pour les générations à venir.

Léon Crémieux

Une version longue de cet article est disponible sur alencontre.org.

DANS LE

Pour la première fois depuis longtemps, la question de l'extension d'une grève interprofessionnelle aux entreprises du privé se pose réellement. Mais la grève générale ne se décrète pas, elle se construit et c'est difficile...

Des obstacles insurmontables en quelques semaines

L'évolution du salariat et de l'organisation du travail sont des éléments centraux du problème : destruction des grosses concentrations au profit de la multiplication des sous-traitants et des filiales, recours massif aux contrats précaires, chômage de masse, destruction des collectifs de travail, individualisation des évaluations... Certains secteurs, comme les services d'aide à la personne, concentrent toutes les difficultés : comment faire grève quand on a une tournée de patientEs à visiter, qu'on est en contrat précaire à temps partiel, que les salaires sont faibles, que l'on est, parfois, une femme seule avec des enfants à charge ? En contrepoint de l'affaiblissement de la solidarité ouvrière et des structures syndicales, la

INTERPRO

L'expérience récente du mouvement contre le report de l'âge légal de départ et l'augmentation de la durée de cotisation, en 2010, démontre que se concentrer sur des secteurs stratégiques pour pallier l'absence de grève générale ne fonctionne pas. Les employéEs grévistes des raffineries peuvent être réquisitionnés, et si les dépôts pétroliers sont bloqués par des soutiens militants (grévistes d'autres secteurs notamment), l'État n'a aucun mal à concentrer ses forces de police pour les débloquent, y compris violemment.

Élargir le mouvement de grève

Si on veut bloquer le pays pour gagner sur nos revendications, il n'y a pas de raccourci possible, il faut élargir le mouvement de grève, réussir à mobiliser de nouveaux secteurs, malgré les difficultés, malgré les pressions managériales et hiérarchiques, malgré tous les obstacles. Le niveau très élevé de mobilisation, la pression de la base voire des structures intermédiaires (Unions départementales et fédérations) a imposé le mot d'ordre du retrait à l'intersyndicale. Mais pas la grève générale. Escure (UNSA) a été largement débordé par sa base qui a refusé toute trêve à la RATP, et qui a continué à reconduire alors même que des mesures catégorielles avaient été obtenues. Berger a été désavoué par les cheminotEs CFDT qui, elles et eux aussi, ont poursuivi le mouvement. La base syndicale aurait fort bien pu déborder les directions et imposer la grève générale, comme le mot d'ordre de retrait s'est imposé malgré elles... si cette base syndicale existait en dehors

PRIVÉ : RENOUER AVEC LA GRÈVE

répression patronale ne se fait pas attendre, d'autant plus qu'elle est légitimée par la répression de l'État dans la rue. Licenciements des grévistes, placardisation, non-renouvellement de contrat... viennent s'ajouter à la discrimination syndicale permanente. Pour finir ce tableau peu réjouissant, les défaites accumulées ces dernières années ne viennent certes pas encourager un secteur qui n'avait connu aucune mobilisation contre l'allongement à 40 annuités pour une retraite pleine et entière dans le privé en 1993. À de très rares exceptions près, les luttes récentes dans le privé avec grève massive n'ont eu lieu que lors de fermetures d'usines ou de plans de licenciements. Finalement, le privé n'a pas connu de mouvement interprofessionnel significatif depuis... mai 1968!

Pourtant un vent souffle sur le privé

On peut commencer par citer les raffineries déjà mobilisées contre la loi travail, ou les ports et docks avec des taux de syndicalisation qu'on ne connaît nulle part ailleurs... Mais en dehors de ça, la

grève reste ultra minoritaire: rien souvent, 2%, 4% parfois, 20% exceptionnellement... Pourtant les appels à la grève des syndicats et des structures locales n'ont pas été aussi nombreux depuis bien longtemps. Les sollicitations des salariéEs ont explosé et les questions basiques qu'ils/elles posent sont significatives du recul dramatique de la pratique de la grève dans le privé: peut-on faire grève? Comment? Faut-il se déclarer?

Alors beaucoup trouvent des «moyens» de venir quand même aux manifestations, sans être en grève: sur leur temps de repas, en posant des RTT, en prétextant les enfants à garder...

Finalement, le privé est bien plus présent que lors des mouvements précédents mais cela reste faible, trop faible. Lorsque des problématiques locales existent et que les salariéEs sont mobilisés, l'effet est parfois très positif et les revendications spécifiques viennent renforcer celle du retrait de la réforme... Mais parfois c'est l'inverse: englués dans les batailles juridiques, épuisés par la lutte locale, par peur de «disparaître» dans la

mobilisation générale... les boîtes en lutte ne sont pas toujours présentes dans le mouvement.

Construire avec patience et détermination

Il n'y a malheureusement pas de raccourci possible et les rythmes différenciés, de la SNCF aux boîtes du privé, sont une des problématiques de ce mouvement. Mais son ampleur, sa variété à la fois en termes de secteurs présents mais aussi de formes de mobilisations, sa popularité dans l'opinion... ne pourraient s'expliquer sans que l'ensemble de la population en soit partie prenante et donc aussi les travailleurEs du privé.

La question de la grève dans le privé reste un point dur: l'ampleur de la réforme de la protection sociale voulue par le patronat nécessite, pour s'y opposer, un rapport de forces extrêmement puissant. Pour l'emporter, la détermination du mouvement social dans ses formes d'action doit être à la hauteur de celle du patronat et du gouvernement. Une seule solution: le blocage des moyens de production par la grève des travailleurEs.

Elsa Collonges

UNE GRÈVE GÉNÉRALE PROFESSIONNELLE, ÇA SE CONSTRUIT!

VIOLENTE INTRUSION AU SIÈGE DE LA CFDT



des rares bastions du mouvement syndical et ouvrier qui perdurent, et des quelques secteurs combattifs qui apparaissent ces dernières années. C'est l'obstacle majeur posé par les confédérations aujourd'hui: leur état moribond, voire leur inexistence, dans un si grand nombre d'entreprises et de lieux de travail.

Un travail (organisé) de conviction

La seule solution, c'est un travail de conviction, non par des appels de coordinations multiples, non représentatives, mais en allant rencontrer les exploités et les opprimés, sur leurs lieux de travail ou de vie.

C'est ce qui se fait par exemple à Grenoble et à Montreuil, avec un certain succès: la mobilisation bien plus large que les noyaux militants habituels est une réalité, et les collectifs ou comités

interpros locaux ont continué leur activité sans trêve. Puisque notre objectif est d'étendre le mouvement le plus possible, nous nous en donnons les moyens concrets. Les secteurs en reconductible, majoritaire ou de manière au moins significative, dégagent des forces pour aller directement sur les lieux de travail, du public comme du privé, et même sur les lieux de vie dans les quartiers populaires, ceux où on a trop peu l'habitude de militer.

C'est l'un des faits marquants de ce mouvement: un certain niveau d'auto-organisation existe, mais il se fait sur des bases territoriales. En région parisienne, ce caractère est renforcé du fait de l'absence de transports en commun pendant plusieurs semaines. Des militantEs de la grève, notamment enseignantE, résidant à Montreuil et ne pouvant se rendre sur leur

établissement d'une ville plus lointaine (Villemomble, Gousainville...), se sont organisés là où ils et elles le pouvaient, en rejoignant en assemblée générale locale les salariéEs mobilisés de leur ville de résidence.

Assemblées générales professionnelles et interprofessionnelles

De nombreuses tournées ont eu lieu, avec petit cortège, mégaphone et tracts, non seulement vers les établissements scolaires, mais vers tous les services publics (finances, hôpital, bureaux de poste, Pôle Emploi, services municipaux...), et depuis peu en direction de boîtes privées (Safran, Ubisoft, BNP...) et des quartiers populaires excentrés. Ce sont ces tournées qui ont permis de mettre en grève totale le bureau de poste principal le 17 décembre. C'est aussi le cas en Isère, où la problématique des transports se pose moins. À Grenoble comme dans les villes de son agglomération, l'auto-organisation se fait même à une plus petite échelle, celle du quartier. Il s'agit de réapprendre des réflexes de fonctionnement intersyndical et interprofessionnel, voire mieux, d'auto-organisation en assemblées générales professionnelles et interprofessionnelles. On est encore loin de pouvoir occuper les lieux de travail, d'organiser des comités de grève représentatifs, mais sans surprise, les villes où ces processus sont les plus avancés sont celles où une confiance avait été acquise au cours de luttes communes mêlant des équipes de différentes structures militantes.

Julien Sofiane

Une version longue de cet article est disponible dans la revue *L'Anticapitaliste* mensuel n°111 (janvier 2020).

LES ORGANISATIONS SYNDICALES FACE À UNE NOUVELLE ÉTAPE

Si l'invasion des locaux de la CFDT par des grévistes de la coordination SNCF-RATP sature l'espace médiatique en même temps que l'exfiltration de Macron du théâtre des Bouffes du Nord, ce n'est pas seulement parce qu'il fournit un prétexte pour dénoncer des «violences» des grévistes, c'est aussi parce qu'il se produit à l'entrée d'un tournant dans la mobilisation.

Un an après avoir semblé définitivement marginalisées par le mouvement des Gilets jaunes, les principales organisations syndicales se sont retrouvées en première ligne dans une mobilisation d'ores et déjà qualifiée d'historique contre la «contre-réforme» des retraites.

Désaffiliations

La perte de visibilité et de crédibilité des organisations syndicales est la conséquence d'évolutions largement interpenétrées. D'abord, celle de l'organisation de l'appareil économique, productif: externalisations, délocalisations, diminution de la taille des établissements assortis du bouleversement des processus de production et de précarisation de l'emploi. De l'autre, un vaste processus de privatisations dans des secteurs qui constituaient souvent des bases essentielles des organisations syndicales et où l'introduction des méthodes managériales calquées sur celles du privé a largement contribué à déstructurer des collectifs de travail et briser les résistances sociales, y compris au travers de la répression.

Un ensemble d'évolutions qui ont déstabilisé et affaibli les organisations syndicales dès la fin des années 1970 dans un contexte de montée du chômage et de «disparition» du «socialisme réellement existant». Un mouvement syndical que son fonctionnement bureaucratique, plombé par une institutionnalisation centrée sur le dialogue social, a rendu incapable de s'adapter aux changements des conditions d'exploitation du prolétariat.

Ensuite, se placent les positionnements de la bourgeoisie et des partis politiques au pouvoir face aux corps intermédiaires en général et aux organisations syndicales en particulier. Après l'accompagnement des reculs sociaux des gouvernements de «gauche», sous Sarkozy les reculs sociaux s'accompagneront des nouvelles modalités de calcul de la représentativité. Amorcée sous Hollande avec le significatif refus d'accorder la traditionnelle amnistie pour les militantEs syndicaux, la cassure du dialogue social (hors CFDT et «amies»), avec notamment le boycott des conférences sociales, va s'amplifier avec Macron et sa volonté de faire l'impasse sur les corps intermédiaires et autres partenaires sociaux. Une stratégie qui semblait payante au regard des échecs des mouvements, mais qui a brutalement été mise en question par les Gilets jaunes, bousculant les rites habituels des mobilisations.

Faire face à un affrontement délibéré

C'est dans cette situation que le gouvernement Macron-Philippe a décidé d'engager la réforme du système de retraites, dans l'espoir que les organisations syndicales

seraient incapables de s'y opposer. À tel point qu'il s'est permis de faire l'unanimité contre lui en matière de concertation et de dialogue social.

Son principal atout résidait dans l'acceptation par certaines organisations (CFDT, CFTC et UNSA) du cadre global de la réforme, à l'opposé de FO, la CGT, Solidaires, FSU et la CFE-CGC. Contrairement à 1995, la mobilisation n'a pas été préparée en profondeur par les structures confédérales ou fédérales. Le départ de la grève le 5 décembre a été initié par l'intersyndicale de la RATP, suite à l'impressionnante grève du secteur en septembre. Dans la foulée, toute une série de structures syndicales, notamment CGT et Solidaires, se sont associées à cet appel.

Les directions de la CFDT et de l'UNSA ont joué les mouches du coche autour de la question de l'âge pivot même si le gouvernement n'a pas valorisé leur attitude en faisant une concession qui paraît largement comme une entourloupe. Mais ceci semble avoir suffi à la plus grande partie des structures et adhérentEs, notamment dans une confédération CFDT où le centralisme bureaucratique est particulièrement efficace. Seules des structures de la SNCF et de la RATP, sous la pression des grévistes, ont forcé les consignes confédérales. FO, affaibli par les crises internes, n'a pas été en capacité de structurer en profondeur et dans le long terme sa participation au mouvement, et laisse son secrétaire général en porte-voix soutenu par peu de troupes. La FSU tente de se reconstruire une légitimité après des années passées à avaler les couleuvres des gouvernements successifs. De ce fait, alors que les personnels de l'éducation sont parmi les plus touchés par la réforme, c'est lentement que la mobilisation des enseignantEs s'est construite sous le double refus des pseudo compensations financières et le rejet des réformes, notamment celle du bac.

Du côté de la CGT, de Solidaires et de... la CFE-CGC

Si surprise il y a dans cette mobilisation, c'est bien le positionnement de la CFE-CGC. Une confédération généralement au côté de la CFDT, dans une modération respectueuse du dialogue social et d'un libéralisme éclairé. Les bouleversements dans l'appareil productif et l'organisation de l'économie ont particulièrement impacté ceux qu'on désigne sous les vocables d'employés ingénieurs, cadres et techniciens. Croissance des effectifs, écartèlement du fait des politiques des directions d'entreprise qui vont d'une taylorisation croissante à une volonté d'intégration aux politiques ultra-libérales, en passant par l'accroissement du rôle de garde-chiourmes. Dans ce maelström, la CFE-CGC a conquis des positions

électorales importantes, qui ne correspondent certes pas à une grande combativité mais à une exigence de représentation des intérêts de ces couches dont la retraite fait partie. Ce qui se traduit par un corporatisme radical. En ce qui concerne la CGT, moins que toute autre confédération, difficile de se contenter des certitudes globales. Au niveau confédéral, l'existence d'une intersyndicale rend parfois difficile la lecture des positions de chaque syndicat. Sur le strict déroulé de la mobilisation, on doit pointer la lenteur à rejoindre l'appel «RATP», l'acceptation du trou dans les propositions d'actions entre le 19 décembre et le 9 janvier. Mais, au total, ce qui reste visible, ce sont une dénonciation claire du projet Macron et l'exigence de l'extension à d'autres secteurs.

Quant au soutien à l'auto-organisation, cela est (très) loin de l'ADN cégétiste, y compris (surtout?) dans certains secteurs parmi les plus radicaux (dockers, raffineries, mines-énergie, certaines UD...). Mais ce qui domine c'est la grande difficulté à mobiliser largement dans toute une série de secteurs hors RATP et SNCF. En ce qui concerne le privé, globalement, les causes «objectives» sont identifiées (cf. l'article d'Elsa Collonges dans ce dossier). Mais, tout de même, l'absence ou la faible présence de secteurs comme le bâtiment, l'agro-alimentaire, la chimie, le commerce interroge car ces fédérations sont généralement perçues comme «radicales».

Comme dans d'autres secteurs (territoriale, banques, finances publiques...) pertes de repères, désaffection de militantEs semblent avoir limité les possibilités de mobilisation notamment par la grève. Pour Solidaires, calée sur un rejet clair du projet Macron-Delevoe, la taille des structures dans beaucoup de secteurs, l'ostracisme du pouvoir, de certains syndicats et des médias, limite la visibilité. Cependant, tant dans les manifestations qu'au travers d'initiative de blocages et autres, les militantEs apportent souvent des savoir-faire et un dynamisme pas toujours partagé.

Comme le pointait Annick Coupé, « nous n'avons pas entretemu collectivement l'idée que la grève générale pouvait être un outil notamment pour bloquer l'économie et établir un rapport de forces pour faire avancer les choses. »¹ La façon dont les directions syndicales accompagneront, assumeront le passage d'une guerre de position, la grève reconductible, à une guerre de mouvement avec notamment des actions «coup de poing», ciblant davantage les responsabilités politiques (ou syndicales!) et la visibilité médiatique, pourrait impacter les bilans qui ne manqueront pas d'être tirés à l'issue du mouvement.

Robert Pelletier

¹ - Interview dans le n° 500 de *L'Anticapitaliste* (4 décembre 2019).



ACTIONS

La retraite à points ou aux flambeaux ?

Le mouvement social en cours depuis le 5 décembre dernier ne cesse de surprendre, par son ampleur mais aussi par sa longueur. Or, comme toutes les grandes mobilisations qui secouent régulièrement notre pays, il a aussi ses propres caractéristiques : après la barricade en Mai 68, la torche des cheminotEs en 1995 et le gilet jaune l'an dernier, celui en cours aura-t-il pour symbole la caisse de grève, dont l'usage se généralise, la dépose d'outils de travail, initiée par les avocatEs avec leur robe, ou encore la manifestation nocturne ?

Les retraites aux flambeaux se multiplient depuis décembre dernier, avec parfois plusieurs milliers de participantEs comme à Marseille, Clermont-Ferrand, Grenoble ou Nice. Lancées pour la première fois en Bretagne sur les remparts de la ville de Dinan puis étendues au sud de la France de manière parfois simultanée, ces manifestations nocturnes se multiplient jusqu'à atteindre la région parisienne (Malakoff, Créteil puis la Seine-Saint-Denis). Nous sommes en présence d'un mouvement composé, d'une part, de grèves reconductibles et, d'autre part, de grèves de masse. En attendant, le gouvernement, qui a eu à pâtir de l'absence de trêve lors des fêtes de fin d'année, tient son cap en dépit d'une impopularité massive. Pour franchir un palier dans le rapport de forces, pour pouvoir durer, la mobilisation se cherche alors que le mouvement de grève dans les transports, le plus long de l'histoire de la SNCF comme de la RATP, continue en pointillés mais s'étend lentement mais sûrement dans la culture, l'éducation ou les ports.

Trouver les fissures

Dans le même temps, la participation des salariéEs du secteur privé, qu'ils soient cadres, ouvriers du BTP ou employés du commerce, aux grandes manifestations, en semaine comme le samedi, qu'il soit syndical ou Gilets jaunes, est un fait qui contribue à leur caractère massif. L'intersyndicale nationale ne s'y est pas trompée en appelant à généraliser ces marches nocturnes le jeudi 23 janvier, soit la veille de la présentation du texte en Conseil des ministres.

Au-delà de la force des images que cela donnera (sans doute des centaines de milliers de lueurs déterminées à résister à la nuit libérale que Macron veut voir s'abattre sur le pays), il faut se souvenir que, en 1989 dans l'ex-RDA, la population s'est rassemblée de manière similaire dans le cadre des manifestations dites du lundi : d'abord par poignées à Leipzig puis très vite par dizaines puis par centaines de milliers dans les grandes villes est-allemandes jusqu'à balayer le régime en deux mois... Comme l'a dit le Che, « *Même les murs les plus puissants s'effondrent par leurs fissures* ». Alors par nos grèves, nos blocages et nos manifestations, de jour comme de nuit, fissurons le mur Macron !

LD



RATP Soirée de soutien aux grévistes du métro : c'est ça, l'art de la grève !

La Crécelle, le collectif des étudiantEs du Conservatoire de Paris (CNSMDP) a organisé le dimanche 19 janvier, au théâtre de l'Ourcq, une soirée de soutien aux grévistes des lignes 5, 7 et 7 bis, qui conduisent au conservatoire.

Avec les entrées, repas et boissons à prix libre, la soirée a permis de récolter 3 000 euros ! Une somme certes minime par rapport aux besoins financiers énormes des salariéEs, en grève depuis le 5 décembre, mais de quoi redonner la patate pour un prochain rebond du mouvement à partir de la journée interpro du 24 janvier, dans une période où les difficultés se font sentir. C'était le sens de l'intervention de Sabriha, conductrice de la ligne 5, pendant la soirée : « *C'est une lutte acharnée qu'on a menée depuis 46 jours, mais on n'en est qu'à la moitié parce que le projet de loi c'est jusqu'aux mois de mars-avril. [...] Le réseau roule, c'est vrai, on va pas se mentir, c'est très dur, mais sur les grosses journées interpros on va se remettre en grève. Merci de votre soutien [...] et comme on repart encore sur d'autres actions, on a encore besoin de vous* ».

Intertitre

De leur côté, les étudiantEs du collectif la Crécelle ont exprimé leur colère contre cette réforme qui les touche directement ainsi que contre les conditions de travail des personnels en sous-traitance du Conservatoire dont la direction vient de se désengager du financement d'une partie des repas à la cantine, sous prétexte qu'ils et elles touchent déjà 1,50 euro de panier repas via leur employeur. Le cynisme des patrons existe aussi dans le secteur de la culture et d'abord dans les grandes institutions étatiques... Ces travailleurEs, qui assurent le nettoyage, la sécurité ou le fonctionnement du système de chauffage, devront désormais payer 10 euros pour un repas complet au lieu de 3 euros auparavant !

Dans une salle pleine à craquer se mélangeaient étudiantEs du conservatoire, musicienEs, danseurEs, 200 personnes venues à la soirée dont une trentaine de grévistes de la RATP, principalement de la ligne 5. Au programme de cette soirée forte et émouvante : chansons d'opéra sur des textes de Brecht et Eisler sur les années 1930 en



PHOTO THÉÂTRE ROUGE / MARTIN NODA / HANS LUCAS

Allemagne, guitare catalane, jazz, musique irlandaise, bal populaire... et slogans de manifs du mouvement contre la réforme des retraites ! En libérant du

temps et de l'énergie, la grève permet de tisser des liens de solidarité irréversibles, de partager et créer, entre secteurs et milieux sociaux qui n'auraient pas pu

se rencontrer auparavant, si ce n'est se croiser sans se regarder dans une bouche de métro. C'est ça, l'art de la grève !

Rémi Grumel

« Ce que la RATP nous rembourse, nous le donnons aux caisses de grève ! »



Depuis le 5 décembre, un mouvement sans précédent se développe pour s'opposer à la contre-réforme des retraites d'Emmanuel Macron et de son gouvernement. Éléments moteurs de cette mobilisation, les salariéEs de la SNCF et de la RATP s'apprêtent à entrer dans leur sixième semaine de grève reconductible. Pour ces salariéEs, les pertes financières sont énormes, comme elles le sont pour touTEs celles et

ceux qui font grève pour refuser la destruction d'un système fondé sur les solidarités collectives, et non sur le chacun pour soi. Le gouvernement joue le pourrissement, et l'argent est le nerf de la guerre pour que les grèves tiennent bon et se développent, jusqu'au retrait de la contre-réforme. La RATP a annoncé qu'elle procéderait, en raison des conséquences de la grève, au remboursement des abonnements

du mois de décembre, soit 75,20 euros (29,17 euros pour le pass Imagin'R).

UsagerEs de la RATP, nous sommes solidaires des grévistes ! Et nous joignons le geste à la parole : ce que la RATP nous rembourse, nous le donnons aux caisses de grève !

Si 10% des usagerEs pouvant être remboursés font comme nous, ce sont 20 millions d'euros qui seront ainsi versés !

#Usagersolidaires

ÉDUCATION NATIONALE

La mobilisation se poursuit contre Blanquer et son école

Dans l'éducation nationale, la réforme des retraites a constitué la goutte d'eau qui a fait déborder un vase plein des réformes structurelles en cours de l'école primaire à l'université. Dans les lycées, la mobilisation massive des enseignantEs a toujours mis en avant à la fois le refus d'une retraite à points et le refus du bac Blanquer.

Les nouvelles épreuves du bac n'ont plus lieu au seul mois de juin de l'année de terminale, mais en contrôle continu (les E3C), qui ont lieu en janvier et avril des années de première et terminale. Les épreuves sont choisies et corrigées localement, rompant avec le caractère national de l'examen. Ceci entérine l'importance de l'établissement d'origine dans la poursuite d'études supérieures : le calendrier de ces



JEUNESSE « Notre souhait est de vivre dans une société plus juste et égalitaire »

L'envie de faire partie du mouvement de contestation actuel est bien présente parmi la jeunesse scolarisée. Elle apparaît dans les manifestations et ses cortèges pourraient grossir. Pour certainEs jeunes mobilisés, la question n'est d'ailleurs pas de savoir si « ça reprend » : ils et elles n'ont rien lâché depuis le 5 décembre.

L'actualité est marquée par les mobilisations des profs contre les E3C, ces épreuves anticipées du bac, résultat de la réforme de l'année dernière, et dont l'organisation est plus que chaotique.

Que E3C rime avec retrait

Dans la continuité de la grève du bac, on assiste à une réelle mobilisation sur le sujet : à Nîmes, Clermont-Ferrand, Arras, Haguenau ou encore Bordeaux, des profs, avec le soutien de cheminotEs ou autres manifestantEs ont réussi à empêcher que les épreuves se tiennent. Et les élèves ont bien compris que le combat de leurs profs était aussi le leur. À Montauban, ils et elles étaient 200 à se réunir en assemblée générale et à voter le boycott de ces épreuves. À quelques centaines de kilomètres de là, c'est un comité inter-lycéen lyonnais qui a sorti un appel à se réunir pour en discuter et se coordonner avec les profs. Cet appel, relayé par des lycéenEs de Strasbourg, montre qu'un potentiel d'organisation est bel et bien là dans la jeunesse. Pour la journée



PHOTO THÉÂTRE ROUGE / MARTIN NODA / HANS LUCAS

du 16, à Paris, les lycéenEs ont fait des actions sur plus d'une dizaine de lycées. Ces boycotts et la participation aux journées nationales montrent que les jeunes peuvent se saisir de l'ambiance pour exprimer leur propre colère !

« On veut le bac, pas la BAC »

Le gouvernement est aux aguets et, sur les barrages filtrants des élèves ou des profs, la police montre ses muscles et utilise ses armes. Diverses sanctions administratives

sont tombées contre des lycéenEs engagés dans le mouvement. Il devient alors essentiel non seulement d'étendre cette contestation à l'ensemble de la jeunesse concernée par la réforme du bac, mais aussi de tisser des liens solides notamment avec les profs grévistes.

Et les facs ?

Malgré les difficultés liées aux examens, de nombreux étudiantEs continuent de se réunir en assemblée générale sur plusieurs

universités, souvent en lien avec les profs très organisés et les personnels. Sur les gros sites, des AG à 200 ont été fréquentes, avec des chiffres parfois en baisse par rapport à décembre mais aussi en hausse, comme à Lille ; tandis que sur des petits sites, il y a eu une surprenante participation aux AG : 150 à l'IUT de Blagnac (banlieue toulousaine), ou une bonne centaine à Albi sur un campus de 3 000 étudiantEs. Dans certaines facs, des étudiantEs de master, faisant état des difficultés à mobiliser l'ensemble des étudiantEs, ont décidé de s'organiser par promo ou master (Toulouse, ENS Paris). Comme cela s'était vu pendant les vacances avec la présence d'étudiantEs sur les piquets RATP, les liens entre secteurs mobilisés sont réels. À Paris-Dauphine, la participation de grévistes de la RATP et de la SNCF à une conférence de profs a assuré une présence massive des étudiantEs. À Toulouse, ce sont des grévistes invités par les étudiantEs, de la SNCF, de Météo France (en grève depuis plusieurs jours) et d'Enedis qui sont venus raconter leurs grèves. **Selma Timis**

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR La mobilisation dans les universités se coordonne

Samedi 18 janvier s'est tenue une assemblée générale de coordination nationale des facs et des labos en lutte qui a réuni plus de 200 personnes, venues d'une trentaine de sites universitaires de toute la France.

Cette assemblée générale avait pour objectif d'amplifier le mouvement sur les universités, qui a commencé dès le mois de décembre avec de nombreux collègues en grève, mais qui se structure beaucoup plus sérieusement depuis le 7 janvier. En effet, depuis la rentrée, nombreux sont les laboratoires ou les départements d'université qui appellent à ne pas reprendre le boulot pour la rentrée, amplifier le mouvement de grève, ne pas tenir les examens, etc. Les cortèges de l'ESR n'ont cessé de grossir de manifestation en manifestation, nous étions plus de 5 000 lors de la manifestation du 16 janvier à Paris.

Le prochain secteur clé ?

Durant cette journée, les collègues – qu'ils soient précaires ou titulaires, enseignantEs, chercheurEs ou personnels administratifs – ont appelé à renforcer le mouvement de grève qui se construit sur les facs : il s'agit pour la première fois depuis 2009 (dernier mouvement en date contre l'autonomie des universités) d'appeler à un arrêt total de nos activités pour participer pleinement au mouvement de grève contre la réforme des retraites. Nous avons une conscience accrue de notre rôle dans la semaine décisive qui vient : nous pouvons être le prochain secteur clé qui renforcera le mouvement de grève interprofessionnelle.

Nous avons donc largement évoqué les liens organiques entre la contre-réforme des retraites et la future loi de programmation pluriannuelle de la recherche (LPPR), cette dernière étant annoncée dans le projet sur les retraites présenté en conseil des ministres la semaine passée. Finalement repoussée au printemps alors qu'elle était programmée pour janvier (les ministres ne peuvent pas tenir leurs agendas dans le contexte social !), elle sera extrêmement brutale puisque les rapports préparatoires proposent une casse en règle de nos statuts de fonctionnaires et une destruction du service public de l'université.

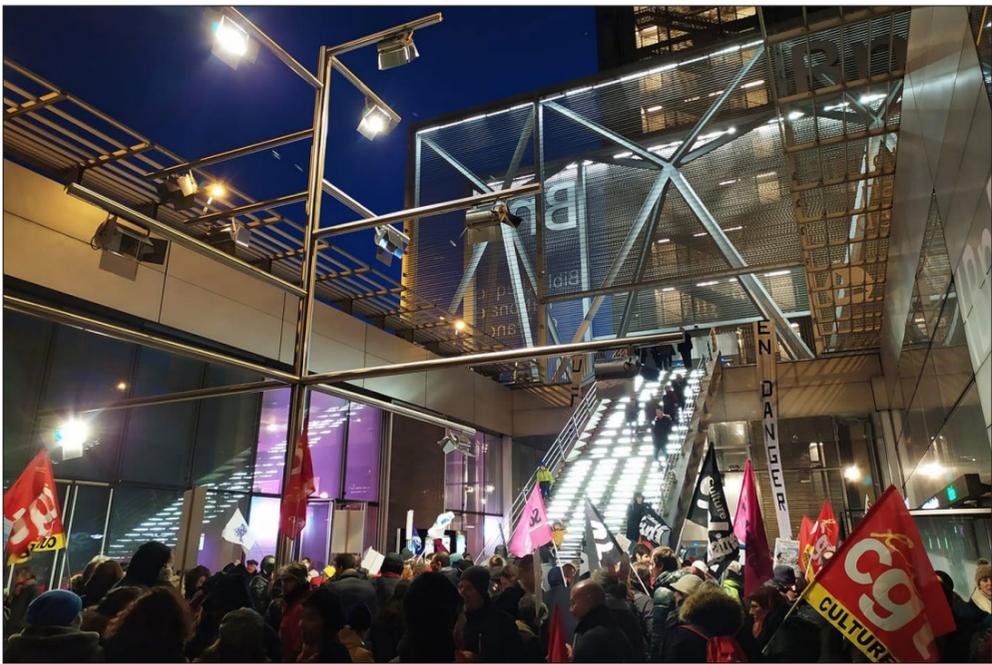
C'est en articulant notre engagement plein et entier dans le mouvement de grève national contre la réforme des retraites, nos revendications sectorielle contre la LPPR et les adresses aux étudiantEs sur la précarité et l'accès aux études que nous arriverons à gagner. Nous voulons des emplois pour la recherche, la fin de la précarité, une université ouverte à toutes et tous et c'est ce que nous allons exiger de plus en plus fort dès la semaine prochaine.

Notre prochaine échéance est une coordination nationale de deux jours qui se réunira les 1^{er} et 2 février, au sein de laquelle nous espérons réunir un millier d'étudiantEs et de professionnelEs de l'ESR en grève pour gagner contre Vidal, Philippe et Macron.

Marie, membre de la coordination des facs et labos en lutte

Informations et points de RDV : <https://universiteouverte.org>

En image



Les grévistes de la BnF ont accueilli le 20 janvier les « contre-vœux de la culture » en l'absence du principal concerné : Franck Riester, le ministre de la Culture, qui a préféré annuler à l'idée de rencontrer ses agentEs ! Une très belle soirée, festive, joyeuse, avec beaucoup de monde ! Les travailleuses et les travailleurs de la culture sont bien décidés à ne rien lâcher... et à aller jusqu'au retrait !

PHOTO CGT BNF

épreuves permet que les notes fassent partie du dossier Parcoursup.

Blanquer, ministre autoritaire : on ne veut pas bosser pour toi

Cette réforme majeure a été précipitée par le ministre pour qu'elle soit accomplie avant la fin du mandat de Macron, alors que le conseil supérieur de l'éducation (CSE) a massivement voté contre. Les enseignantEs, les parents et les élèves ont alerté des dangers de cette réforme. Mais il en faut plus pour faire infléchir notre ministre. « Nous sommes prêts » a-t-il affirmé le 15 novembre et, tel le Titanic, il a poursuivi sa route.

Il faut prendre la mesure des actions inédites des enseignantEs : dépôts et jets de manuels scolaires (rendus obsolètes par les nouveaux programmes) devant les rectorats (à Clermont-Ferrand, à Caen) ;

inspections académiques murées dans la nuit (à Alès) ; envahissement des rectorats (à Paris, à Grenoble) ; perturbation du Salon PostBac (à Paris) forçant Valérie Pécresse et Frédérique Vidal à fuir. Ces actions ne sont pas le fait d'une « minorité radicalisée », mais au contraire du sentiment d'abandon généralisé des enseignantEs et de l'absence totale d'écoute de notre ministre. Si les grèves des enseignantEs des lycées Henri-IV et Louis-le-Grand (à Paris) ont fait parler d'elles, c'est avant tout parce que ce qui apparaît comme la partie la plus privilégiée est elle-même mise à mal par cette réforme inique.

Blanquer : démission !

Devant l'absence totale de réponse, les enseignantEs et les élèves ont décidé d'empêcher la tenue des E3C. Dès samedi

18 janvier dans un lycée de Clermont-Ferrand. Et en réponse à Blanquer, qui déclarait le lendemain qu'il « y aura des poursuites », les grévistes n'ont pas faibli. Le lundi 20, une vingtaine de lycées étaient bloqués contre la tenue de ces épreuves (à Lyon, Paris, en Seine-et-Marne, en Seine-Saint-Denis, dans le Tarn-et-Garonne et en Normandie). Et la liste continuait de s'allonger.

La force des mobilisations dans l'éducation nationale est de combiner manifestations massives et actions d'éclat. Il est essentiel de continuer à coordonner notre résistance. Nos mots d'ordre sont clairs : ni retraite à points ni bac en carton. Les personnels de l'éducation souhaitent que Blanquer et ses réformes dégagent immédiatement. Nous saurons nous faire entendre, par tous les moyens nécessaires.

Raphaël Greggan



PHOTO THÉÂTRE ROUGE / MARTIN NODA / HANS LUCAS

Les comités en action!

Fête du NPA 27 Le Moulin était rouge et vert à Louviers. Même avec les manifestations contre la réforme des retraites, une cinquantaine de personnes ont participé à la fête du NPA 27, rencontre annuelle autour d'ateliers de discussions. Olivier, un ami paysan de la Conf 76, investi dans la coalition climat à Rouen, a expliqué qu'une agriculture paysanne, locale, bio, débarrassée de la chimie destructrice et empoisonneuse est une urgence (alimentation saine, entretien des espaces, lutte contre le réchauffement climatique).

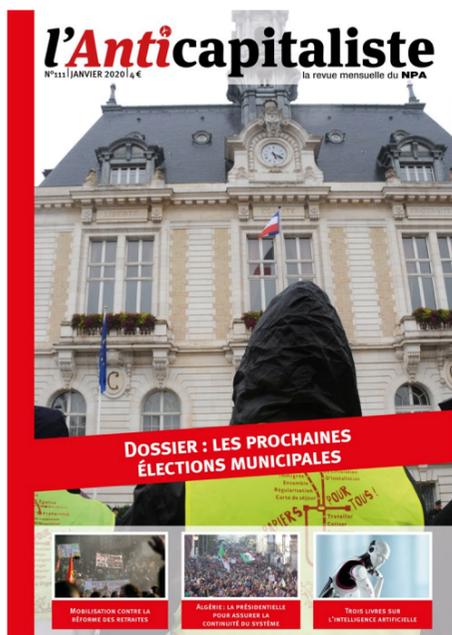


CGT BNF

Puis, Patrick, investi dans le collectif pour la gratuité des bus à Rouen, a montré la nécessité des transports en commun publics gratuits pour permettre à chacunE de se déplacer, selon ses besoins, tout en faisant baisser les émissions de gaz à effet de serre et la pollution qui tue chaque année 42 000 personnes, en France. La ville, organisée autour de la voiture, doit être profondément modifiée pour faire place aux modes de déplacement peu polluants, peu consommateurs de béton. Enfin, Yann, cheminot en grève reconductible depuis le 5 décembre, a enflammé la salle avec un plaidoyer sur la nécessité d'amplifier la mobilisation contre la réforme des retraites. Puis il a passé le flambeau à Christine qui a fait le lien entre toutes les mobilisations du monde. Les mêmes revendications : égalité, démocratie et écologie. La rencontre annuelle est toujours un moment d'échanges et de convivialité où on vit notre espoir d'un nouveau monde, au rythme des discussions et des guitares.

Correspondante

l'Anticapitaliste la revue
Le n°111 est disponible



Vous pouvez vous le procurer en envoyant un chèque de 4 euros à l'ordre de NSPAC à :

l'Anticapitaliste,

2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil cedex.

Pour vous abonner, remplissez le formulaire page 12.

Vie du NPA

Rencontre nationale privé-public

Samedi 25 (accueil à partir de 9h) et dimanche 26 janvier (fin prévue à 13h) à la Bourse du travail de Saint-Denis (93), 9-11, rue Génin, 93200 Saint-Denis – M° Saint-Denis Porte-de-Paris (L 13, s'il y a des métros, ce qu'on ne souhaite pas).

Après l'avoir déjà repoussée deux fois (elle aurait déjà dû avoir lieu en décembre 2018, puis en février 2019), nous avons cette fois décidé de maintenir cette initiative. Nous avons conscience des difficultés et des inconnues dans cette séquence de lutte sociale contre la réforme des retraites, mais on a fait le pari de l'utilité de ce rendez-vous pour réunir les militantEs et sympathisantEs de notre courant au côté d'acteurEs de la mobilisation actuelle.

Partage d'expériences, discussions, élaboration

Car cette rencontre c'est habituellement l'occasion d'échanger entre militantEs investis dans les mobilisations, dans les syndicats, dans les services publics, dans les entreprises du privé, à partir de nos préoccupations quotidiennes. Avec bien évidemment cette année un relief tout particulier donné par la lutte actuelle sur les retraites...

Sur le fond, il s'agit d'aborder les grandes questions liées à la construction du rapport de forces en faveur du monde du travail, dans les services publics et les entreprises du privé, tout en tirant un premier bilan du mouvement actuel. Syndicalisme, construction et expériences d'auto-organisation, revendications et programme, intervention politique... Sur la forme, il s'agit d'un cadre d'échange militant articulant moment en plénier et travail de commissions plus restreintes (branches, syndicats...).

Nous avons déjà revu une première fois l'ordre du jour initialement prévu pour cette réunion, mais il devrait encore y avoir quelques ajustements pour que le contenu et le périmètre de la réunion collent à l'actualité sociale, l'affrontement démarré le 5 décembre dernier et son issue.

Participation aux frais pour touTEs de 10 euros (paiement sur place), transports remboursés (donc inscrivez-vous au plus tôt pour profiter de billets pas trop chers)!

Inscriptions en ligne:

npa2009.org/formulaires/cnpp2019

RENCONTRE DES SALARIÉ·E·S DU PUBLIC ET DU PRIVÉ
25 ET 26 JANVIER 2020

La rencontre des salariéEs du public et du privé est une occasion d'échanger entre militantEs investis dans les mobilisations, dans les syndicats, dans les services publics, dans les entreprises du public et du privé, à partir de nos préoccupations quotidiennes. Nous y aborderons les problèmes du rapport de forces avec le patronat, du syndicalisme, de la construction des mobilisations, et de l'intervention politique. Avec une participation aux frais pour touTEs de 10 euros, les transports seront remboursés, donc inscrivez-vous au plus tôt pour profiter de billets pas trop chers!

BOURSE DU TRAVAIL DE SAINT-DENIS
9-11, rue Génin, 93200 Saint-Denis - M° Saint-Denis Porte-de-Paris (L 13)

INSCRIPTIONS <https://npa2009.org/formulaires/cnpp2019>
QUESTIONS cn-pp@npa-mail.org

Cinéma

1917, de Sam Mendes

Film britannico-étatsunien, 1h59, sorti le 15 janvier 2020.

On sort du film époustoufflé. Époustoufflé par la prouesse technique, la mise en scène. Et époustoufflé par la vacuité du scénario qui ne s'élève guère au-dessus du niveau d'une bande dessinée ou d'un jeu vidéo.

Pas la moindre critique de la guerre

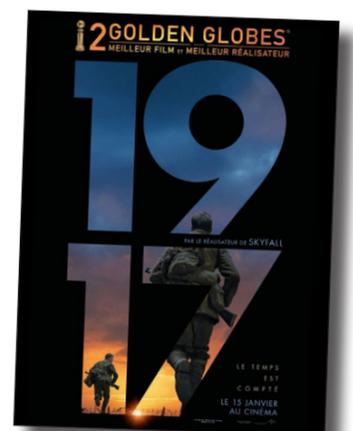
Sam Mendes est un bon cinéaste ; plusieurs de ses films précédents en témoignent. La performance technique est indéniable : toute l'action est filmée à la manière d'un seul plan-séquence. Le spectateur est tenu en haleine avec le sentiment de suivre quasiment pas à pas les deux héros, de tranchées plus ou

moins aménagées et envahies par les rats aux immensités de campagnes dévastées, en passant par la ligne de front, avec ses trous d'obus remplis de cadavres d'hommes et de chevaux.

Le contexte est historique – la bataille des Flandres et le retrait surprise des Allemands en février 1917 derrière la ligne Hindenburg, vaste système de défense et de fortifications. L'action est imaginaire : c'est une fiction construite à partir des souvenirs de guerre du grand-père de Sam Mendes. Deux soldats, Blake et Schofield, se voient attribuer une mission quasi impossible : porter un message de l'état-major à travers un terrain mal connu et contrôlé par l'ennemi

en vue d'empêcher une unité de livrer un assaut suicidaire, et, ce faisant, de sacrifier inutilement 1600 soldats.

Le seul message du film est l'exaltation du courage et de l'esprit de sacrifice de ces deux soldats du rang. Pas la moindre critique de la guerre. À peu près au moment où est censée se dérouler l'action du film (avril 1917) a lieu l'horrible bataille d'Arras qui fit 150 000 morts dans les forces britanniques pour un gain quasi nul tandis qu'en mai commenceront les mutineries de régiments français exaspérés de monter à la boucherie. Rien de tout cela n'est évoqué. Tout au plus comprend-on que certains officiers, à l'instar du colonel, destinataire du



message et frustré de son offensive, n'ont aucun scrupule à faire verser le sang de leurs troupes. Ce n'est certes pas un film militariste mais Sam Mendes semble malheureusement avoir choisi de privilégier la virtuosité sur quasiment toute autre considération.

Henri Wilno

Mobilisation

Toute la culture est dans la rue!

Le terme de « culture » peut apparaître comme un terme un peu flou, regroupant des professions aussi variées que des danseurEs, des journalistes, des ébénistes d'art, des technicienEs, des bibliothécaires... Désormais uniEs dans la lutte, grâce à Macron et à sa contre-réforme des retraites!

Après les transports et l'éducation, la culture aura été l'un des secteurs les plus inattendus mais également les plus largement mobilisés depuis le début du mouvement. Quelques jours avant le 5 décembre s'est tenue, à la BnF (Bibliothèque nationale), l'une des toutes premières assemblées générales des établissements du ministère de la Culture. Cette AG nombreuse, près de 120 personnels, a ouvert la voie à une grève reconductible, rejointe ensuite par la Bibliothèque publique d'information, le musée du Louvre, les manufactures nationales, l'Opéra de Paris... À la BnF, comme ailleurs, ce qui frappe particulièrement c'est l'ampleur de la grève lors des journées nationales, marquées également par des fermetures de nombreux établissements, monuments et musées nationaux. Mais c'est aussi la présence importante des agentEs en manifestation derrière leurs banderoles d'établissements, rapidement rassemblées derrière celle de l'intersyndicale « *Toute la culture est dans la rue* ».

«Quand les bibliothécaires sont dans la rue, c'est que quelque chose ne va vraiment plus»

Dès les premières journées nationales, la grève a été revotée largement, et a même fini par s'élargir à de nouveaux établissements. Cela a notamment été rendu possible par les tentatives de structuration autour d'AG de secteurs (« de la culture et des arts » et « inter-bibliothèques ») pour surmonter le fractionnement qui caractérise le secteur. C'est ainsi que la manifestation du jeudi 16 janvier a été



CGT BnF

marquée par un très large cortège « bibliothèques en lutte » adossé à celui de la culture.

« La culture » est un secteur à part. Il est en partie un secteur plus « discret » du mouvement social, avec moins de personnels que l'éducation et moins d'impact économique immédiat que les transports ou l'énergie. Mais il est cependant un secteur qui, au cours de ces dernières années (au moins) a été particulièrement attaqué par les politiques d'austérité des gouvernements successifs. Le combat des intermittents, ainsi que les luttes pour le maintien des métiers, des budgets, contre les suppressions de postes et pour le paiement des primes y ont été très nombreuses, très fortes et parfois victorieuses. La lutte contre la dégradation du service public de la culture et de sa privatisation y est également centrale: la grève de Radio France

en est l'exemple le plus éclatant. Partie sur la question du plan de suppression de postes, elle s'est pourtant complètement inscrite dans le mouvement pour la défense de nos retraites. Le musée Guimet, très mobilisé depuis le début, est également en lutte (notamment) pour le paiement de 35 vacataires qui n'ont pas touché leur salaire de décembre. Les exemples sont nombreux...

«Tout ce qui dégrade la culture raccourcit les chemins vers la servitude» (A. Camus)

Enfin, n'oublions pas le caractère symbolique infini dont sont porteurs les arts et la culture et celles et ceux qui la font. Symbolique et économique tout d'abord, puisqu'il aura suffi de bloquer le Louvre une journée pour que le monde entier parle du mouvement de grève! Mais symbolique également, parce que

les concerts et les spectacles des grévistes de l'Opéra de Paris ont ému aux larmes nombre d'entre nous. Et ce faisant ils nous ont rappelé que nous nous battons aussi pour un modèle de société différent: où la retraite et les loisirs nous permettraient de profiter de la beauté des arts, où la culture serait « dans la rue », c'est-à-dire accessible à toutes et tous, gratuitement. Les conditions de travail, de création, mais également les choix d'investissements sont des choix politiques. Cette contre-réforme des retraites, en plus de détruire un peu plus nos conditions de travail et de vie après le travail, s'accompagnera nécessairement dans notre ministère d'une baisse des budgets alloués à la création.

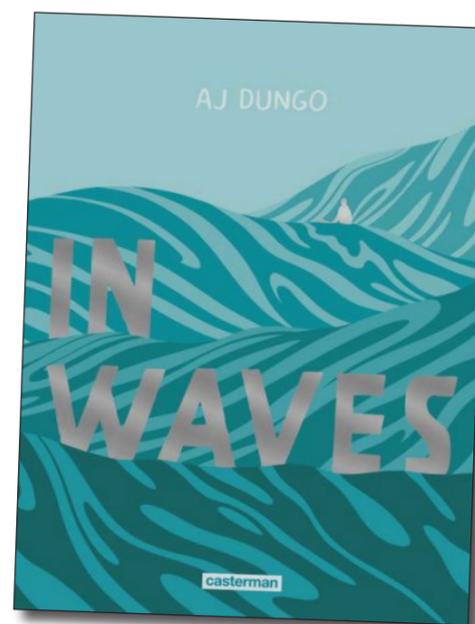
La «disparition» de Franck Riester

Autant de revendications que nous aurions souhaité pouvoir porter et expliquer auprès de notre ministre Franck Riester le lundi 20 janvier, où il était censé prononcer ses vœux pour l'année 2020 à l'ensemble des « professionnels de la Culture ». Pour ce faire il avait choisi – provocation ou inconscience? – le hall de la BnF François-Mitterrand. Les agentEs de la bibliothèque, dont une bonne partie sont en lutte depuis le 5 décembre, n'étaient évidemment pas invités. Malgré cette précaution, trop inquiet sans doute de risquer de devoir débattre avec ses agentEs, il a finalement préféré annuler sa venue, preuve de sa démission politique. Qu'à cela ne tienne, les travailleuses et les travailleurs de la culture et des arts, eux, ont des choses à dire, à chanter, à danser, à lutter et à gagner... Et pour cela elles et ils avaient décidé d'appeler malgré tout à leur « vœux à la Culture » le lundi 20 janvier, en lieu et place de leur ministre, sur le parvis de « leur » bibliothèque. **Manon Boltansky**

Roman graphique

In Waves, de El Djungo

Traduit de l'anglais (américain) par Basile Bégurier, Casterman, 476 pages, 23 euros.



In Waves est une œuvre émouvante qui vient de recevoir le prix BD France Inter 2020. Après *le Dernier Atlas* ou *les Indes fourbes*, c'est une nouvelle BD déjà sélectionnée en novembre 2019 pour le Fauve d'or à Angoulême qui est donc récompensée. Gage de qualité certes, mais d'absence de risques aussi. Dans le cadre d'une profession marquée par le succès des éditeurs en termes de vente mais aussi de précarité financière des auteurEs, il aurait été souhaitable que la première radio de France fasse preuve d'originalité et couronne une œuvre hors-piste. La commerciale Fnac étant partie prenante du prix France Inter, il ne fallait pas demander l'impossible mais ne passons surtout pas à côté de ce somptueux roman graphique.

La vague californienne

Al Djungo est un jeune auteur californien, formé au surf par sa compagne, Kristen, décédée à 25 ans d'un cancer. Au départ, il n'avait qu'une commande pour vulgariser le surf et célébrer les grands précurseurs de ce sport: l'Hawaïen Duke Kahanamoku, le poisson humain, et l'Étatsunien Tom Blake. Finalement soutenu par son éditeur, il a pu se lancer dans une œuvre plus ambitieuse et plus intime, en hommage à la promesse faite à la mort de Kristen. Al Djungo immortalise les instants de grâce de sa relation amoureuse comme les moments de violence calme du combat de sa compagne contre la maladie. Il « traverse le deuil en surfant comme on peut la crête d'une grosse vague. Tantôt au-dessus de l'écume, tantôt envahi et fracassé par le poids de l'eau »¹. Al Djungo, en respectant sa commande de manuel de surf, évite cependant la nécrologie morbide en entremêlant de bichromie sépia l'histoire du surf au bleu turquoise du Pacifique et de sa relation amoureuse. Inutile de dire que les scènes dans les chambres d'hôpital sont dramatiques bien que bercées par l'ondulé des vagues de l'océan (waves en anglais).

L'auteur ne fait pas directement mention à la musique du drummer disparu des Beach Boys Dennis Wilson dans *Pacific Ocean Blue*². Pourtant, l'inspiration est la même et l'émotion ressentie indescriptible.

SC

1 – Présentation de l'éditeur.

2 – Un disque Caribou BMG, voir *l'Anticapitaliste* du 30 juillet 2015.

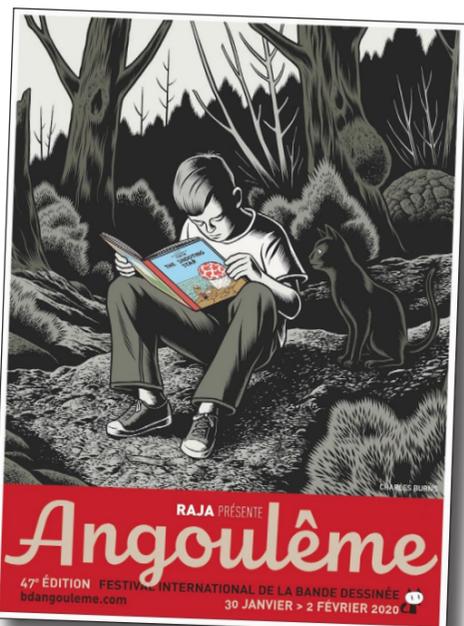
Bande dessinée

47^e festival d'Angoulême: ça chauffe pour le ministère!

À l'occasion du lancement de «BD2020», le ministre de la Culture Franck Riester avait annoncé un rapport pour lutter contre la précarité des auteurEs avant la fin 2019.

Mais à quelques jours de l'ouverture du festival d'Angoulême (30 janvier 2020), Marion Montaigne¹, auteure et présidente du jury, a lancé l'alerte dans une lettre et un entretien radiodiffusé: « *Le Syndicat national de l'édition ne souhaite pas une meilleure répartition des droits, tout comme les professionnels du livre. Les éditeurs veulent que tout reste comme avant... On va finir par croire que cette année de la BD n'était qu'un soutien industriel, plutôt qu'une véritable réflexion sur les conditions de la création et la situation des auteurs* ».

Marion Montaigne a reçu le soutien de toute la profession, elle a le nôtre aussi. Une réaction des auteurEs pendant le festival est souhaitée et probable.



En route pour le Grand Prix

Depuis 2014, le Grand Prix est attribué à la suite d'un vote de la communauté des auteurEs et professionnels de bande dessinée. Le vote s'effectue en deux tours et sous forme électronique. Le lauréat est un auteur ou une autrice vivant au moment du vote, récompensé pour l'ensemble de son œuvre et son empreinte sur l'histoire de la bande dessinée. Il devient l'année suivante «PrésidentE» du festival. Un premier vote en ligne s'est déroulé du 7 au 12 janvier. Il était demandé aux auteurEs de donner librement, sans ordre de préférence, trois noms d'auteurEs pour concourir au titre de Grand Prix 2020. Emmanuel Guibert, Catherine Meurisse et Chris Ware sont arrivés en tête. Un nouveau vote selon les mêmes critères était en cours jusqu'au 20 janvier pour déterminer le lauréat qui sera connu, le mercredi 29 janvier 2020 en fin d'après-midi à l'occasion de l'ouverture officielle du festival. À suivre².

Sylvain Chardon

1 – Marion Montaigne est une spécialiste de la vulgarisation scientifique: *Tu mourras moins bête*, Dans la peau de Thomas Pesquet ou *Riche, pourquoi pas toi?* avec les Pinçon-Charlot.
2 – Hommage à la regrettée revue de BD.

COMMANDEZ TOUS VOS LIVRES À LA

librairie
★ la-breche.com

27 rue Taine 75012 Paris

Tél. : 01 49 28 52 44 – Fax : 01 49 28 52 43

Horaires d'ouverture :

Lundi : 14 h – 20 h, mardi au samedi : 12 h – 20 h

« Cesser de cautionner la dégradation actuelle et sans précédent que subit l'hôpital public »

Entretien avec un médecin hospitalier parti prenante de la mobilisation dans les hôpitaux publics. Nous avons fait le point sur la situation dans ces établissements et sur la mobilisation actuelle.

Quelles sont les raisons de la démission de 1200 médecins de leurs fonctions administratives à l'hôpital ?

Le sens de cette démission, c'est avant tout de cesser de cautionner la dégradation actuelle et sans précédent que subit l'hôpital public et qui retentit de plein fouet sur les conditions de travail des soignantEs et donc sur l'accueil et la prise en charge des patientEs.

Le manque d'effectifs, le manque de lits dans de nombreuses structures, la logique financière de rentabilité, ont cassé année après année la qualité des soins, les collectifs de travail, les équipes. Les salaires des personnels non médicaux sont tellement bas et les conditions de travail tellement dégradées, que les soignantEs finissent par fuir l'hôpital public, qui ne parvient plus à recruter.

Nous arrivons à un véritable point de rupture. Les services tournent avec des vacataires à la journée, qui ne connaissent ni les patientEs ni les organisations de travail. Chaque jour il manque des infirmierEs et des aides-soignantEs dans les services, ce qui majore la charge de travail et l'incapacité à mener à bien les missions de soin. Les arrêts de travail se multiplient, les maladies professionnelles aussi, avec leur lot de burn out et de dépressions.

En démissionnant, les chefs de service posent un acte fort. Ils refusent de participer à cette casse programmée de l'hôpital. Ils maintiennent leur activité de soin mais cessent leur participation aux instances institutionnelles chargées de maintenir le système en place.

Surtout, ils portent les revendications du Collectif inter-urgences et du Collectif inter-hôpitaux, en demandant, en urgence, un correctif budgétaire de 1,5 milliard d'euros pour 2020 et qui doit permettre deux mesures immédiates : une augmentation de salaire des personnels non médicaux de 300 euros net par mois, et 500 millions d'euros supplémentaires pour les budgets octroyés aux hôpitaux, rien que pour éviter d'avoir à faire encore de nouvelles économies pour l'année à venir.

Quelles en seront les répercussions sur l'hôpital et les patientEs ?

Les chefs de service démissionnaires ont mis un point d'honneur à continuer leur activité de soin et d'encadrement des équipes. C'est l'articulation avec les directions hospitalières qui va être principalement impactée : poursuite et possible amplification de la grève du codage, non-présence aux diverses réunions institutionnelles à caractère administratif et/ou budgétaire. Cela aura pour conséquences de gripper (ou tout du moins ralentir) le système en place, qui a fait de l'hôpital l'entreprise que l'on connaît. C'est donc aussi, symboliquement,



PHOTO THÉÂTRE ROUGE / JMB

un moyen de refuser de considérer le soin comme un objet de production lambda et donc de dénoncer la dénaturation au quotidien de notre travail de soignantE.

Il est difficile d'appréhender les répercussions que cela aura et de les chiffrer. Les directions hospitalières, en particulier à l'AP-HP, font pression sur les responsables démissionnaires pour qu'ils reprennent le codage, déjà non transmis pour un certain nombre de chefs de service depuis le début de la mobilisation. La démission collective devrait accentuer la rétention de codage. Or, le codage, c'est le point névralgique de la tarification à l'activité (T2A), qui conditionne l'allocation des ressources des hôpitaux à la nature et au volume de l'activité. La logique des moyens, avec la dotation globale, qui prévalait avant sa mise

en place il y a 15 ans, a cédé la place à une logique de résultats. La T2A est devenue un élément central de la « nouvelle gouvernance hospitalière » mise en place par les ordonnances de mai et septembre 2005. Dès lors, les recettes issues des activités hospitalières ont déterminé les dépenses et non l'inverse. D'où cette perpétuelle recherche de rentabilité qui a pris le pas sur ce qui devrait continuer de guider nos pratiques, à savoir : le juste soin au moindre coût. Par cette rétention, les chefs de service tiennent là un moyen de pression qui impactent les Directions financières. Surtout, cet acte de désobéissance ciblée constitue le moyen le plus efficace et parlant de dénoncer le système en place et ses conséquences sur les pratiques professionnelles.

Où en est la mobilisation des urgences, et des personnels autres que les médecins ?

Les situations ne sont pas les mêmes selon les hôpitaux et les collectifs constitués. En réalité, tout le monde est fatigué. D'autant que la plupart des grévistes sont assignés par manque d'effectifs et donc sont à leur poste de travail. Il est difficile de rester mobilisé dans ce contexte et l'absence de réponses concrètes finit par impacter le moral des collègues. Alors, le mouvement tient, à hauteur des enjeux et des difficultés, que cela soit au sein du Collectif inter-urgences ou du Collectif inter-hôpitaux, mais la mobilisation prend des formes nouvelles, davantage sur le mode d'actions plus ponctuelles. On l'a vu avec le lâcher de blouses blanches aux vœux d'un hôpital parisien, à travers des clips, des vidéos, des chansons, des photos et d'autres actions chargées de rappeler que la souffrance des personnels reste inchangée et qu'elle devrait encore s'amplifier au vu des budgets votés qui vont encore cette année contraindre les hôpitaux à faire de nouvelles économies.

Devant l'absence de réponses concrètes de Mme Buzyn face aux revendications, d'autres perspectives de mobilisations sont-elles prévues ou en discussion ?

Suite à la conférence de presse médiatisée du 14 janvier annonçant cette démission collective inédite, une délégation du CIH a été reçue le 17 janvier. Rien, absolument rien n'en est sorti. Le CIH a publié un communiqué de presse suite à cette rencontre, appelant les personnels à renforcer le mouvement, à commencer par une amplification de la grève du codage, et la démission collective devrait être effective dès la semaine prochaine. Une nouvelle grande manifestation nationale des hospitaliers devrait avoir lieu le 14 février, comme une « déclaration d'amour » à l'hôpital public... Mais ce sont bel et bien des moyens qu'il va falloir très rapidement accorder aux hôpitaux. L'inflexibilité du gouvernement nous conduit tout droit vers une catastrophe sanitaire annoncée. Le mouvement va continuer et certainement se durcir, conséquence d'une surdité des pouvoirs publics qui s'inscrit dans la politique de privatisation de la santé poursuivie par Emmanuel Macron, entamant chaque jour davantage un accès au soin égal pour tous.

Propos recueillis par S. Bernard

L'image de la semaine



Vu ailleurs

LE FBI EST BORGNE À DROITE... Mike German défend pourtant l'idée que le mal est plus ancien que Trump. Comme si, encore une fois, le président américain n'était qu'un symptôme, le visage grotesque d'une haine enkystée dans la société américaine.

Les racines de l'aveuglement, explique-t-il, sont à rechercher dans l'après-11-Septembre et ce que German appelle la « racialisation du terrorisme ». Au sein du « Bureau », la seule menace est désormais le terrorisme islamiste. Le FBI coupe les vivres de nombreuses associations musulmanes « qui n'avaient jamais été accusées de rien », explique-t-il. « Le FBI savait qu'il était facile de nourrir la peur des terroristes étrangers, particulièrement de ceux qui ne ressemblent pas à l'Américain moyen, ne parlent pas la même langue, ne mangent pas la même nourriture et ne prient pas le même Dieu. Cette peur a justifié toujours plus de pouvoirs, toujours plus de moyens, toujours plus de secret. »

Dans le même temps, le FBI, renouant avec son lourd passé d'intimidation des organisations politiques de gauche, radicales ou anarchistes, définit curieusement une autre priorité nationale : ce qu'il appelle les « écoterroristes », accusés, dans la foulée des manifestations de Seattle contre l'Organisation mondiale du commerce, de semer la dissidence et de vouloir s'en prendre aux biens privés. « Un choix politique », déplore German, d'autant plus étrange que la mouvance écologiste n'a « jamais commis un seul homicide ». Plus récemment, l'accent a été mis sur l'infiltration et l'intimidation des organisations et des activistes noirs. Ce harcèlement, documenté par le site d'investigation The Intercept, rappelle la surveillance permanente des combattants pour les droits civiques dans les années 1950 et 1960. Pendant tout ce temps, le suprémacisme blanc passe sous les radars. Les alertes n'ont pourtant pas manqué. [...]

Le thermomètre lui-même est cassé. « Le gouvernement fédéral ne sait pas combien de personnes sont tuées chaque année par les suprémacistes blancs, explique German. Parce que leurs actes sont parfois qualifiés de terrorisme domestique, mais parfois aussi de crimes de haine ou de crimes violents. » [...]

Autre difficulté, majeure : la présence de policiers suprémacistes dans les départements locaux qui mènent les enquêtes criminelles. « Le FBI prévient régulièrement ses agents d'être prudents dans le partage du matériel des investigations avec les polices locales, parce que certains agents sont eux-mêmes suprémacistes », dit German.

Mathieu Magnaudeix, « Comment le FBI a fermé les yeux sur la haine suprémaciste », Mediapart, 18 janvier 2020.

L'Anticapitaliste

Pour découvrir notre presse, profitez de notre promotion d'essai : **10€ = 3 MOIS D'HEBDO** ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

s'abonner par chèque, cochez la formule d'abonnement retenue et et renvoyez-nous le formulaire accompagné de votre règlement (chèque à l'ordre de NSPAC) à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM		Jeunes/chômeurs/précaires	
Tarif standard			
Hebdo	<input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 28 €	<input type="checkbox"/> 1 an <input type="checkbox"/> 56 €	<input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 20 €
Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 22 €	<input type="checkbox"/> 1 an <input type="checkbox"/> 44 €	<input type="checkbox"/> 1 an <input type="checkbox"/> 40 €
Hebdo + Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 50 €	<input type="checkbox"/> 1 an <input type="checkbox"/> 100 €	<input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 38 €
Promotion d'essai	Hebdo + 1 Mensuel offert		<input type="checkbox"/> 3 mois <input type="checkbox"/> 10 €

ÉTRANGER
Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@mpa2009.org

s'abonner par prélèvement automatique, cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard		Jeunes/chômeurs/précaires	
Hebdo	Hebdo + Mensuel	Hebdo	Hebdo + Mensuel
<input type="checkbox"/> 14 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 25 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 10 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 19 € par trimestre

Titulaire du compte à débiter
Nom : Prénom :
Adresse :
Code postal : Ville :
Mail :

Désignation du compte à débiter
IBAN :
BIC :

Mandat de prélèvement SEPA
En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les huit semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.
Numéro ICS : FR43222554755

Date : Signature obligatoire

www.npa2009.org